



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI 31 MAI 1902.

AVIS DU GOUVERNEMENT

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

1739

Proclamation

Canada
Province of
Québec

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le DEUXIÈME jour de MAI dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent deux, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le DEUXIÈME jour du mois de MAI, mil neuf cent deux, auquel temps vous

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 31st MAY, 1902.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

1740

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Québec, on the SECOND day of the month of MAY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and two, you and each of you—GREETING.

PROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Québec, stands prorogued to the SECOND day of the month of MAY, one thousand nine hundred and two, at which

étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et la plus grande commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le ONZIEME jour du mois de JUIN prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS A. JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce DIX - HUITIEME jour d'AVRIL, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent deux, et dans la deuxième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

1631

Avis du Gouvernement

No 938.02.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS

Erection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Montmorency," le village de ce nom, comté de Québec, avec les mêmes limites qui lui sont assignées par la proclamation du 19 avril dernier (1902).

Cette érection, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1902.
2065

No. 789.02

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

Demande d'érection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Demande est faite de détacher de la municipalité de Sainte-Anne-du-Sault, comté d'Arthabaska, les lots suivants du cadastre du canton de Waddington, savoir : les Nos 407 à 412 inclusivement, dans le Xe rang ;

Les Nos 7a, 7b, 8a, 8b, 9a, 9b, 10a, 10b, 11a, 11b, 12a, 12b, 13 et 14, de la continuation du XIe rang ;

Les Nos 7 à 12 inclusivement, du dit XIe rang ;

Les Nos 606 à 611 inclusivement, du XVe rang ;

Les Nos 612 à 617 inclusivement, du XVIe rang ;

time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear ;

Now KNOW YE, that for divers causes and considerations, and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on E L E V E N T H day of the month of JUNE next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this EIGHTEENTH day of APRIL, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and two, and in the second year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery,
Québec.

1632

Government Notices

No. 938.02.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE.

Erection of a new school municipality.

Application is made to erect into a distinct school municipality, by the name of "Montmorency," the village of that name, in the county of Quebec, with the same limits as are assigned to it by the proclamation of the 19th of April last, (1902).

This erection, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July next, 1902.
2065

No. 789.02.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE.

Application to erect a new school municipality.

Application is made to detach from the municipality of Sainte Anne du Sault, county of Arthabaska, the following cadastral lots of the township of Waddington, namely : Nos. 407 to 412 included, in the Xth range ;

Nos. 7a, 7b, 8a, 8b, 9a, 9b, 10a 10b, 11a, 11b, 12a, 12b, 13 and 14, of the continuation of the XIth range ;

Nos. 7 to 12 included, of the said XIth range ;

Nos. 606 to 611 included, of the XVth range ;

Nos. 612 to 617 included, of the XVIth range ;

Les Nos 618 à 623 inclusivement, du XVIIe rang ;

Et aussi l'île dite de Waddington, portant le No 13, du dit cadastre du canton de Waddington, et d'ériger ce territoire en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Waddington."

Cette érection, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1902.

2071

No 765.02.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS

Délimitation de municipalités scolaires.

Demande est faite de détacher de la municipalité de N.-D.-des-Anges-de-Stanbridge, comté de Missisquoi, les lots suivants, savoir : Nos 113, 115 et 116 du cadastre de N.-D.-des-Anges-de-Stanbridge, et les annexer, pour les fins scolaires, à la municipalité de "Saint-Pierre-de-Vérone", dans le même comté.

Cette annexion, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1902.

2101

No 984.02.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

Délimitation de municipalités scolaires.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Donat, comté de Rimouski, les lots suivants, savoir : Nos 316 jusqu'à 321 inclusivement, 321 A et 322 A, du cadastre de la paroisse de Sainte-Luce, faisant actuellement partie de la municipalité scolaire de Saint-Donat, et les annexer, pour les fins scolaires, à la municipalité de Sainte-Luce, dans le même comté.

Cette annexion, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain (1902).

2041.2

No 999.02

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS

Délimitation de municipalités scolaires.

Demande est faite de détacher de la municipalité de Saint-Anicet No 2, comté d'Huntingdon, les lots suivants, savoir : Nos 643, 644, 863, 870 et partie nord-ouest du lot No 871, du cadastre du canton de Godmanchester, paroisse de Saint-Anicet, et les annexer, pour les fins scolaires, à "Cazaville", dans le même comté.

Cette annexion, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le premier juillet prochain (1902).

2043.2

No 1081.02.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

Erection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Grand Remou," le territoire suivant, savoir : Canton d'Egan, les lots 66 jusqu'au lot 78 inclusivement, rangs B et C. Canton d'Aumond, lots 48 jusqu'au lot 61 inclusivement, rang 1er, même canton, lots 54 jusqu'au lot 61 inclusivement, rang B. Canton de Litton, lot No 1 jusqu'au lot No 14 inclusivement, du 1er rang.

Nos. 618 to 623 included, of the XVIIIth range ;

And also the Island called Waddington, bearing the No. 13, of the said cadastre of the township of Waddington, and to erect this territory into a distinct school municipality, by the name of "Waddington."

This erection, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July next, 1902.

2072

No. 765.02.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE

Boundaries of school municipalities.

Application is made to detach from the municipality of N.-D. des Anges de Stanbridge, county of Missisquoi, the following lots, to wit : Nos. 113, 115 and 116 of the cadastre of N.-D. des Anges de Stanbridge, and to annex them, for the school purposes, to the municipality of Saint Pierre de Verone, in the same county.

This annexation, if it is authorized, will come into effect only on the 1st of July next, 1902.

2102

No. 984.02.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE

Boundaries of school municipalities.

Application is made to detach from the school municipality of Saint Donat, county of Rimouski, the following lots, namely : Nos. 316 to 321 included, 321 A and 322 A, of the cadastre of the parish of Sainte Luce, forming actually part of the school municipality of Saint Donat, and to annex them, for school purposes, to the school municipality of Sainte Luce, in the same county.

This annexation, if it is authorized, will come into effect only on the 1st of July next, 1902.

2042

No. 999.02.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE.

Boundaries of school municipalities.

Application is made to detach from the municipality of Saint Anicet No 2, county of Huntingdon, the following lots, to wit : Nos. 643, 644, 863, 870 and north west part of lot No. 871, of the cadastre of the township of Godmanchester, parish of Saint Anicet, and to annex them, for school purposes, to "Cazaville", in the same county.

This annexation, if it is authorized, is to take effect only on the 1st of July next, 1902.

2044

No. 1081.02

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE

Erection of a new school municipality.

Application is made for the erection as a separate school municipality, under the name of "Grand Remou," of the following territory, to wit : Township of Egan, lots 66 to 78 inclusively, rangs B and C. Township of Aumond, lots 48 to 61 inclusively, range 1, same township, lots 54 to 61 inclusively, range B. Township of Litton, lots 1 to 14 inclusively, 1st range. Township of Sicotte, lot No

Canton de Sicotte, lot No 1 jusqu'au lot No 14 inclusivement, du 1er rang: tous du comté d'Ottawa. Cette érection, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain 1902.

2039.2

No 1083.02.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

Erection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Saint-François d'Assise", le territoire suivant, savoir: borné au nord par la rivière Millstream, à l'est par la rivière Matapédia, au sud-est par la ligne passant entre le 5e et le 6e rang rivière Ristigouche, jusqu'au lot 15 de ce même 5e rang, et de ce lot 15 inclusivement, par la ligne passant entre le 4e et le 5e rang rivière Ristigouche, et à l'ouest par le ruisseau Chamberlain, dans le comté de Bonaventure.

Cette érection, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain 1902.

2037.2

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concessions, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Relondus de Québec, savoir:

Canton De Calonn's.

Lot 23, du 2e rang, à Raphaël Lambert.

Canton York.

Isle M. 1, à Michael Fingleton.

E. E. TACHE,
Sous-ministre.Département des Terres,
Mines et Pêcheries.

Québec, 31 mai 1902.

2099

Québec, 21 mai 1902.

Avis est par le présent donné qu'une demande a été présentée au lieutenant-gouverneur en conseil, par la municipalité du village de Thetford Nord, comté de Mégantic, pour obtenir l'autorisation de ne publier qu'en français seulement tous avis, règlements ou résolutions faits et passés par le conseil de la dite municipalité.

Toutes représentations à ce contraire devront être produites dans le délai de deux mois qui suivra la deuxième et dernière publication du dit avis.

2013

ADELARD TURGEON,
Secrétaire de la province.DÉPARTEMENT DE LA COLONISATION ET DES
TRAVAUX PUBLICS.Ordonnance pour fermeture de deux routes dans
Saint-François-Xavier de Brompton.

Attendu que le conseil municipal de la paroisse de Saint-François-Xavier de Brompton, dans le comté de Richmond, a, le troisième jour du mois de février et le septième jour du mois d'avril 1902, passé des résolutions demandant la fermeture d'une route traversant les ranges V, VI et VII, dans ou près de la ligne séparative des lots numéros 7 et 8, et aussi d'une autre route traversant le rang V dans ou près de la ligne séparative des lots numéros 11 et 12, lesquelles réso-

1 to No. 14 inclusively, 1st range: all of the county of Ottawa

This erection if it is authorized, is to take effect only on the 1st of July next, 1902.

2040

No. 1083.02.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE.

Erection of a new school municipality.

Application is made for the erection as a separate school municipality under the name of "Saint-François d'Assise", of the following territory, to wit: bounded in the north by the river Millstream, on the east by the river Matapédia, on the south east by the line between the 5th and 6th ranges of Ristigouche river, to lot 15 of the said 5th range, and from the said lot 15 inclusively, by the line between the 4th and 5th ranges of Ristigouche river and on the west by Chamberlain stream, in the county of Bonaventure.

If authorized, this erection shall come into effect only on the first of July next, 1902.

2038

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Land, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz:

Township De Calonn's.

Lot 23, of 2nd range, to Raphaël Lambert.

Township York.

Island M. 1, to Michael Fingleton.

E. E. TACHE,
Deputy Minister.Department of Lands,
Mines and Fisheries.

Quebec, 31st May, 1902.

2100

Quebec, 21st May, 1902.

Notice is hereby given that an application has been presented to the Lieutenant Governor in Council, by the municipality of the village of Thetford North, county of Mégantic, to obtain the authorization to publish in the french language only all notices, by-laws or resolutions adopted and passed by the council of the said municipality.

Any representation to the contrary must be filed within the delay of two months following the second and last publication of the said notice.

2014

ADELARD TURGEON,
Provincial Secretary.

DEPARTMENT OF COLONIZATION AND PUBLIC WORKS

Order for the closing of two roads in Saint François
Xavier de Brompton.

Whereas the municipal council of the parish of Saint François Xavier de Brompton, in the county of Richmond, on the third day of the month of February and the seventh day of the month of April, 1902, passed resolutions asking for permission to close a by-road, crossing ranges V, VI and VII, at or near the division line of lots 7 and 8, and also of another by-road crossing range V at or near the division line of lots Nos. 11 and 12, which resolutions have been filed in

lutions ont été déposées dans les archives du département de la Colonisation et des Travaux Publics, sous le numéro 527 des lettres reçues pour l'année 1902.

Attendu que les dites résolutions démontrent aussi l'engagement de la corporation municipale de la dite paroisse, de donner une autre sortie aux intéressés en faisant compléter la route sur les mêmes rangs, dans la ligne séparative des lots numéros 9 et 10, pour remplacer les deux routes ci-dessus.

Attendu qu'en vertu de l'article 1717, section 9, chapitre 7, titre 4, des statuts refondus de la province de Québec, tels qu'amendés par l'Édouard VII, chapitre 8, ces deux routes ne peuvent être fermées sans une ordonnance du Commissaire de la Colonisation et des Travaux Publics, vu que des deniers du gouvernement ont été dépensés sur ces routes.

En conséquence, pour me conformer au désir du conseil municipal de la paroisse de Saint-François-Xavier de Brompton, en ma qualité de ministre de la Colonisation et des Travaux Publics, j'autorise la fermeture des deux routes ci-dessus mentionnées et ordonne que les terrains qu'elles occupent retournent à son ou ses anciens propriétaires ou leurs successeurs.

LOMER GOUIN,
Ministre de la Colonisation et des
Travaux Publics.

Québec, 21 mai 1902.

2059

Québec, 26 mai 1902.

Avis est par le présent donné que la compagnie "The North Hatley Water Company" devant être conduite conformément aux articles 4794 des S. R. P. Q. et suivants, section 6, amendée, intitulée "Des Compagnies pour le gaz et l'eau," s'est conformée aux formalités prescrites par la loi.

2067

JOS. BOIVIN,
Sous-secrétaire de la province.

Avis public est par le présent donné qu'en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du vingt-deuxième jour de mai 1902, incorporant George Allen Childs, des cité et district de Montréal, marchand; James Muir, senior, manufacturier; James Muir, junior, commis; Peter Johnston, gentilhomme; Henry Willis, pharmacien. Les quatre derniers nommés sont de la cité de Québec, et tous sont sujets anglais, dans les buts suivants, savoir: d'acquérir les affaires ci-dessus faites par MM. James Muir & Co., à Québec, et dans le but de faire les affaires de manufacture et de vente de chaussures, cuir et produits du cuir, avec pouvoir de s'associer avec toute autre compagnie ayant les mêmes pouvoirs et objets, ou d'acquérir par achat, loyer ou autrement les droits et privilèges de toute telle compagnie, et d'acquérir, posséder par vente, loyer ou autrement, tel qu'il peut être déterminé, tous tels meubles ou immeubles qui peuvent être nécessaires pour les fins des dites affaires ou en rapport avec icelles et en disposer, sous le nom de "The James Muir Company," avec un fonds social de quarante mille piastres (\$40,000.00), divisé en quatre cents actions (400) de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce vingt-troisième jour de mai 1902.

2057

JOS. BOIVIN,
Sous-secrétaire de la province.

the archives of the Department of Colonization and Public Works, under number 527 of letters received for the year 1902.

Whereas the said resolutions also set forth the engagement of the municipal council of the said parish to furnish another outlet to the interested parties by completing the by-road on the same range in the boundary line of lots numbers 9 and 10, to replace the above mentioned by-roads.

Whereas in virtue of article 1717, section 9, chapter 7, title 4, of the revised statutes of the province of Quebec, as amended by the 1st Edward VII, chapter 8, these by-roads cannot be closed without an order from the minister of Colonization and Public Works, seeing that government moneys have been spent on the said by-roads.

Wherefore, in compliance with the desire of the municipal council of the parish of Saint-François-Xavier de Brompton, in my quality of Minister of Colonization and Public Works, I order that the above mentioned by-roads be closed, and that the grounds which it covers revert to its former proprietors or to their successors.

LOMER GOUIN,
Minister of Colonization
and Public Works.

Quebec, 21st May, 1902.

2060

Quebec, 26th May, 1902.

Notice is hereby given that "The North Hatley Water Company" to be conducted pursuant to article 4794 of the R. S. P. Q. and following, section 6, amended, intitled "Gas and Water Companies," has complied with the formalities prescribed by law.

2068

JOS. BOIVIN,
Deputy provincial secretary.

Public notice is hereby given that under the joint stock companies incorporation act, letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the twenty-second day of May, 1902, incorporating George Allen Childs, of the city and district of Montréal, merchant; James Muir, senior, manufacturer; James Muir, junior, clerk; Peter Johnston, gentleman; Henry Willis, pharmacist. The four last named of the city of Quebec, and all of above are british subjects, for the following purposes, viz: acquiring the business heretofore carried on by Messrs. James Muir & Co., at Quebec, and for the purpose of carrying in the business of manufacturing and selling boots and shoes, leather and leather products, with power to consolidate with any other company with like powers and aims, or to acquire by purchase, lease or otherwise, the rights and privileges of any such company, and to acquire, hold and dispose of by sale, lease or otherwise, as may be determined, all such moveable or immoveable property as may be necessary for the purpose of or in connection with the said business, under the name of "The James Muir Company," with a capital stock of forty thousand dollars (\$40,000.00), divided into four hundred shares (400) of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this twenty-third day of May, 1902.

2058

JOS. BOIVIN,
Deputy provincial secretary.



PROVINCE DE QUÉBEC.

DÉPARTEMENT DES TERRES, MINES ET PÊCHERIES.

SECTION DES BOIS ET FORÊTS.

Québec, 19 avril 1902.

Avis est par le présent donné que, conformément aux sections 1334, 1335 et 1336 des statuts refondus de la province de Québec, les limites à bois ci-après désignées, suivant l'étendue donnée, plus ou moins, et dans l'état où elles sont actuellement, seront offertes en vente à l'enchère, au bureau du Ministre des Terres, Mines et Pêcheries, en cette ville, le MARDI, TROISIÈME jour de JUIN 1902, à ONZE heures de l'avant-midi.

OTTAWA SUPERIEUR.

	Superficie Milles carrés.
Rivière du Lièvre, branche N. O. 3.....	50
Rivière du Lièvre, branche N. O. 4.....	50

OTTAWA INFÉRIEUR.

Harrington, Est Rivière Rouge.....	6 1/5
Harrington, Ouest Rivière Rouge.....	2 1/2

SAINT-MAURICE.

Manouan 1 Nord.....	50
Manouan 2 Nord.....	24
Manouan 3 Nord.....	35
Manouan 1 Sud.....	50
Manouan 2 Sud.....	50
Manouan 3 Sud.....	45
Manouan 8 Sud.....	30
Manouan 9 Sud.....	21
Arrière Manouan 3 Nord.....	30
Arrière Manouan A. Nord.....	40
Arrière Manouan B. Nord.....	49
Arrière Manouan C. Nord.....	50
Arrière Manouan D. Nord.....	50
Ile Bostonnais.....	10
Bostonnais 3 Nord.....	40
Haut Saint-Maurice Nos 1 à 40, chacune.....	50

SAINT-CHARLES.

Rivière à Mars 3.....	20
Rivière du Moulin 4.....	12
Rivière Jacques-Cartier Branche N. O. 2.....	37
Rivière Jacques-Cartier 2 Ouest.....	42
" " " 2 Est.....	38
Rivière Jacques-Cartier 3.....	30
" " " Branche N. E., 1 Ouest.....	42
" " " Branche N. E., 1 Est.....	31
" " " Branche N. E., 2 Est.....	50

LAC SAINT-JEAN CENTRE.

Canton Dequen, rang 4.....	1
Canton Métabetchouan, 1.....	1 1/2
Rivière Ouïatchouan, 141.....	19 1/2
Rivière Ouïatchouan, 142.....	25

LAC SAINT-JEAN OUEST.

Canton Charlevoix 2.....	1 1/2
--------------------------	-------

LAC SAINT-JEAN NORD-OUEST.

Rang 1, Nord du Lac Saint-Jean, 2.....	31
" " " " 3.....	29
Rang 2, Nord du Lac Saint-Jean, 3.....	18
" " " ".....	25



PROVINCE of QUEBEC

DEPARTEMENT OF LANDS, MINES AND FISHERIES.

WOODS AND FORESTS.

Québec, 19th April, 1902.

Notice is hereby given that, conformably to sections 1334, 1335 and 1336 of the consolidated statutes of the province of Quebec, the timber limits hereinafter mentioned, at their estimated area, more or less, and in their present state, will be offered for sale, at public auction, in the Department of Lands, Mines and Fisheries, in this city, on TUESDAY, the THIRD day of JUNE 1902, at ELEVEN o'clock A. M.

UPPER OTTAWA

	Area Square Miles.
River du Lièvre, N. W. Branch 3.....	50
River du Lièvre, N. W. Branch 4.....	50

LOWER OTTAWA.

Harrington East River Rouge.....	6 1/5
Harrington West River Rouge.....	2 1/2

SAINT MAURICE.

Manouan 1 North.....	50
Manouan 2 North.....	24
Manouan 3 North.....	35
Manouan 1 South.....	50
Manouan 2 South.....	50
Manouan 3 South.....	45
Manouan 8 South.....	30
Manouan 9 South.....	21
Rear Manouan 3 North.....	30
Rear Manouan A. North.....	40
Rear Manouan B. North.....	49
Rear Manouan C. North.....	50
Rear Manouan D. North.....	50
Bostonnais Island.....	10
Bostonnais 3 North.....	40
Upper Saint Maurice Nos. 1 to 40, each.....	50

SAINT CHARLES.

River à Mars 3.....	20
River du Moulin 4.....	12
River Jacques Cartier N. W. Branch 2.....	37
River Jacques Cartier 2 West.....	42
" " " 2 East.....	38
River Jacques Cartier 3.....	30
" " " N. E. Branch, 1 West.....	42
" " " N. E. Branch, 1 East.....	31
" " " N. E. Branch, 2 East.....	50

LAKE SAINT JOHN CENTRE.

Township Dequen, range 4.....	1
Township Métabetchouan, 1.....	1 1/2
River Ouïatchouan, 141.....	19 1/2
River Ouïatchouan, 142.....	25

LAKE SAINT JOHN WEST.

Township Charlevoix, 2.....	1 1/2
-----------------------------	-------

LAKE SAINT JOHN NORTH WEST

Range 1, North of Lake Saint John, 2.....	31
" " " " 3.....	29
Range 2, North of Lake Saint John, 3.....	18
" " " " 4.....	25

	Superficie Milles carrés.
Rang 3, Nord du Lac Saint-Jean, 4.....	28
Rivière Mistassini, 4.....	13½
Petite Rivière Péribonka.....	29
Rivière au Saumon, 1.....	46
" " 2.....	49
" " 3.....	41½

SAGUENAY.

Rivière à la Chasse et aux Anglais.....	34
" " Saint-Laurent, Ouest.....	30
" " Mistassini et Sheldrake, 1.....	32½
" " Saint-Nicolas, Ouest.....	25½
" " Saint-Nicolas 2 Est.....	7½
" " Saint-Jean 7.....	12
" " Saint-Jean 8.....	12
Rivière Saint-Jean Branche Est 1.....	22
" " Saint-Jean Branche Est 2.....	18
" " Saint-Jean Branche Est 3.....	30
Rivière au Saumon 1.....	34
Rivière Manicouagan 3.....	24
Rivière Manicouagan 4.....	27
Rivière Manicouagan 6.....	58
Rivière Manicouagan, Nos 7 à 28, chacune..	50
Partie de Saguenay Est A.....	7
Saguenay Ouest 1 A.....	10
Partie de Saguenay 3 et 4 Ouest.....	49
Canton Albert 88.....	20½
Rivière Magpie 3.....	32
" " 4.....	32
" " 5.....	32
" " 6.....	32
" " 7.....	32
" " 8.....	32
Escoumains 5 Est.....	34
Sault au Mouton 3.....	36
Rivière Malbaie 8 A.....	40
" " 9 A.....	53
" " 10.....	60
" " 11.....	57
" " 12.....	54
Rivière Malbaie 13.....	49
" " 14.....	26
" " 15.....	45
" " 16.....	32
rière canton Callières.....	18
Canton Callières.....	15
Sault au Cochon 1 Est.....	30
Rivière Portneuf Branche Nord Est.....	50
Rivière Marguerite 1 Ouest.....	25
" " 2 ".....	20
" " 3 ".....	20
" " 4 ".....	20
" " 5 ".....	15
" " 1 Est.....	25
" " 2 ".....	20
" " 3 ".....	20
" " 4 ".....	20
" " 5 ".....	15

VALLEE DE METAPEDIA.

Canton Matalik 1.....	18
Canton Matalik 2.....	18½

RIMOUSKI OUEST.

Canton Neigette 2.....	3
Arrière Mistigouèche.....	35
Canton Macpès 5.....	3½
Canton Fleuriault.....	1

RIMOUSKI EST.

Canton Matane 4.....	2
----------------------	---

BONAVENTURE OUEST.

Rivière Escuminac Nord 3.....	12
Rivière Nouvelle 1.....	50
Rivière Nouvelle 4.....	16

	Area Square Miles.
Range 3, North of Lake Saint John, 4.....	28
River Mistassini 4.....	13½
Little River Péribonka.....	29
River au Saumon, 1.....	46
" " 2.....	49
" " 3.....	41½

SAGUENAY.

River à la Chasse et aux Anglais.....	34
" " Saint Lawrence, West.....	30
" " Mistassini & Sheldrake, 1.....	32½
" " Saint Nicolas West.....	25½
" " Saint Nicolas 2 East.....	7½
" " Saint John 7.....	12
" " Saint John 8.....	12
River Saint John East Branch 1.....	22
" " Saint John East Branch 2.....	18
" " Saint John East Branche 3.....	30
River au Saumon 1.....	34
River Manicouagan 3.....	24
River Manicouagan 4.....	27
River Manicouagan 6.....	58
River Manicouagan, Nos 7 to 28, each.....	50
Part of Saguenay East A.....	7
Saguenay West 1 A.....	10
Part of Saguenay 3 and 4 West.....	49
Township Albert 88.....	20½
River Magpie 3.....	32
" " 4.....	32
" " 5.....	32
" " 6.....	32
" " 7.....	32
" " 8.....	32
Escoumains 5 East.....	34
Sault au Mouton 3.....	36
River Malbaie 8 A.....	40
" " 9 A.....	53
" " 10.....	60
" " 11.....	57
" " 12.....	54
" " 13.....	49
" " 14.....	26
" " 15.....	45
" " 16.....	32
Rear township Callières.....	18
Township Callières.....	15
Sault au Cochon 1 East.....	30
River Portneuf North East Branch.....	50
River Marguerite 1 West.....	25
" " 2 ".....	20
" " 3 ".....	20
" " 4 ".....	20
" " 5 ".....	15
" " 1 East.....	25
" " 2 ".....	20
" " 3 ".....	20
" " 4 ".....	20
" " 5 ".....	15

MATAPEDIA VALLEY

Township Matalik 1.....	18
Township Matalik 2.....	18½

RIMOUSKI WEST

Township Neigette 2.....	3
Rear Mistigouèche.....	35
Township Macpès 5.....	3½
Township Fleuriault.....	1

RIMOUSKI EAST

Township Matane 4.....	2
------------------------	---

BONAVENTURE WEST

River Escuminac North 3.....	12
River Nouvelle 1.....	50
River Nouvelle 4.....	16

	Superficie Milles carrés.
Grande Cascapédia 1.....	14½
“ “ 2.....	21
“ “ 3.....	31
“ “ 4.....	18
“ “ 7.....	18
Miners Brook.....	25
Turner's Brook.....	32
Joshua Brook.....	27
Petite Cascapédia 1.....	15
Petite Cascapédia 2.....	28
Clark's Brook 2.....	4
Flatlands Brook 2.....	2
Canton Ristigouche.....	2
Rivière André Branche Ouest 2.....	3½
Rivière Assemetquagan.....	10
Stuart Brook 1.....	3½
Stuart Brook 2.....	10½
Rivière Skimenac Branche Ouest.....	3½
Rivière Skimenac Branche Sud.....	9½
Canton Angers 2.....	8
Mann Brook Est.....	7
Canton Carleton 5.....	3½
Canton Carleton 3.....	4
Rivière André Branche Ouest Canton Risti- gouche.....	4

GASPE OUEST.

Rivière Cap-Chat 1.....	47½
Rivière Cap-Chat 2.....	45
Rivière Madeleine 2 Nord.....	50
“ “ 3 Nord.....	29
“ “ 4 Nord.....	58
“ “ 5 Nord.....	31
“ “ 6 Nord.....	40
“ “ 1 Sud.....	50
“ “ 2 Sud.....	50
“ “ 3 Sud.....	54
Rivière à Pierre et Claude.....	32
Canton Denoue.....	19
Canton Taschereau.....	48

GASPE CENTRE.

Baie de Gaspé Sud 3.....	10
Baie de Gaspé Nord 1.....	14
Canton Fox 4.....	7½
Canton Sydenham Nord.....	10

GASPE EST

Grande Rivières.....	24
----------------------	----

CONDITIONS DE LA VENTE.

Aucune limite ne sera adjugée à un prix moindre que le minimum fixé par le département.

Les limites seront adjugées au plus haut enchérisseur, sur le paiement du prix d'achat, en espèces ou par chèque accepté par une banque incorporée. A défaut de paiement, elles seront immédiatement remises à l'enchère.

La rente foncière annuelle de trois piastres par mille, ainsi que la taxe de feu, est aussi payable immédiatement.

Les limites, une fois adjugées, seront sujettes aux dispositions des règlements concernant les bois de la Couronne, maintenant en force ou qui pourront le devenir plus tard.

Des plans, indiquant les limites ci-dessus désignées, sont déposés au département des Terres, Mines et Pêcheries, en cette ville, et au bureau des agents des terres et des bois pour les diverses agences où sont situées ces limites, et seront visibles jusqu'au jour de la vente.

N. B.—Nul compte pour publication de cet avis ne sera reconnu si telle publication n'a pas été expressément autorisée par le département.

S. N. PARENT,
Ministre des Terres,
Mines et Pêcheries.

	Area Square Miles.
Grand Cascapédia 1.....	14½
“ “ 2.....	21
“ “ 3.....	31
“ “ 4.....	18
“ “ 7.....	18
Miners Brook.....	25
Turner's Brook.....	32
Joshua Brook.....	27
Little Cascapédia 1.....	15
Little Cascapédia 2.....	28
Clark's Brook 2.....	4
Flatlands Brook 2.....	2
Township Ristigouche.....	2
River André, West Branch 2.....	3½
River Assemetquagan.....	10
Stuart Brook 1.....	3½
Stuart Brook 2.....	10½
River Skimenac West Branch.....	3½
River Skimenac South Branch.....	9½
Township Angers 2.....	8
Mann Brook East.....	7
Township Carleton 5.....	3½
Township Carleton 3.....	4
River André, West Branch, township Risti- gouche.....	4

GASPE WEST.

River Cap-Chat 1.....	47½
River Cap-Chat 2.....	45
River Magdalen 2 North.....	50
“ “ 3 North.....	29
“ “ 4 North.....	58
“ “ 5 North.....	31
“ “ 6 North.....	40
“ “ 1 South.....	50
“ “ 2 South.....	50
“ “ 3 South.....	54
River à Pierre and Claude.....	32
Township Denoue.....	19
Township Taschereau.....	48

GASPE CENTRE.

Gaspé Bay South 3.....	10
Gaspé Bay North 1.....	14½
Township Fox 4.....	7
Township Sydenham North.....	10

GASPE EAST.

Grand River.....	24
------------------	----

CONDITIONS OF SALE.

No limit will be adjudged at less than the minimum price fixed by the department.

The limits will be adjudged to the highest bidder on payment of the purchase price, in cash or by cheque accepted by a duly incorporated bank. Failing payment, they will be immediately re-offered for sale.

The annual ground rent of three dollars per mile with fire tax, is also payable immediately.

Those timber limits, when adjudged, will be subject to the provisions of all timber regulations now in force or which may be enacted hereafter.

Plans of limits offered for sale are opened for inspection in the Department of Lands, Mines and Fisheries, in this city, and at the office of the Crown lands and timber agents in the different agencies in which said limits are situated, up to the day of sale.

N. B.—No account for publication of this notice will be recognized, if such publication has not been expressly authorized by the department.

S. N. PARENT,
Minister of Lands,
Mines and Fisheries.

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; l'incorporation d'une cité, ville, village ou autres municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun cantons, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte précédent, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage ou personnel se proposant de faire cette pétition, le pétitionnaire doit en donner l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des dépenses qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

55.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cent piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui ne demandent une passation deront déposer au bureau des bills privés 250 exemptions en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

Relating to notices for Private Bills.

53.—All application for private bills, proper within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam of slide, or other like works the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water the incorporation of a particular profession or trade, or of any joint stock company the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local Assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township; the removal of the site of any county town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community, or for making any amendment of a like nature to any former act, — shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows viz:—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

55.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or altering any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the

ciens en loi constatant que le projet de loi a été lu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

1737

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés.

51. Toute demande de bill privé dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne ; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être publié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition ; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié,

committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session and if the petition have no been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE

1738

C. L. O.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills.

51. All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec, within the purview of "The British North America Act, 1867," whether for the erection of a Bridge ; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line ; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work ; the granting of a right of Ferry ; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company ; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of representation in the Legislature ; the removal of the site of a County Town or of any local Offices ; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession ; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular Class of the community ; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected ; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition ; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of

afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres Permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elles réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois ; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

2. Les bills pour constitution de villes ou de compagnies à fonds social ou de compagnie de chemins de fer ne doivent contenir, en sus des clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogoatoires à l'Acte des clauses générales des corporations de villes ou à l'Acte des clauses générales des compagnies à fonds social, ou à l'Acte général des chemins de fer de Québec, suivant la circonstance ; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements. (B. 615, 639, 657.)

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre ; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, le notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau, ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen ; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre et indiquant en quoi il déroge aux lois générales."

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou deman-

the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters-Patent or Agreement must be attached to it.

2. Bills for the incorporation of Towns or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from "The Town Corporations General Clauses Act", or from "The Joint Stock Companies General Clauses Act", or from "The Quebec Consolidated Railway Act, 1880", as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from, and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such new provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time the copy of the bill, in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

"5a. All copies of Private Bills deposited in the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expense.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, or corporate advantage, or for any amendment of any

dant quelqu'amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais; de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centins par page pour la correction et la revision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. G. DESJARDINS,
Greffier de l'Assemblée Législative.

1409

Demande à la Législature

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'incorporer l'institution de charité et de bienfaisance ci-devant connue comme Murray Bay Convalescent Home, pour obtenir le pouvoir de changer son nom, vendre ou hypothéquer ses biens meubles et immeubles et changer son site et son domicile, et pour autres fins semblables.

MORRIS, HOLT & GAUDET,
Solliciteurs des requérants.

Montréal, 13 mai 1902. 1911.3

Avis Divers

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 2014.

Dame Winnifred May Foley, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Herbert B. Muir, du même lieu, commis, et dûment autorisée, Demanderesse;

vs.

Le dit Herbert B. Muir, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, par la demanderesse, contre le défendeur.

CRAMP & EWING,
Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 23 mai 1902. 2063

existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the Session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, and also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House, and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars, and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Legislative Assembly.

1410

Application to the Legislature

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of Quebec, at its next session, for an act to incorporate the charitable and benevolent institution heretofore known as the Murray Bay Convalescent Home, to obtain power to change its name, to sell or hypothecate its movable and immovable property and to change its site and location, and other similar purposes.

MORRIS, HOLT & GAUDET,
Solicitors for applicants.

Montreal, 13th May, 1902. 1912

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 2014.

Dame Winnifred May Foley, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Herbert B. Muir, of the same place, clerk, and duly authorized, Plaintiff;

vs.

The said Herbert B. Muir, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted, this day, by plaintiff, against the defendant.

CRAMP & EWING,
Plaintiff's attorneys.

Montreal, 23rd May, 1902. 2064

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure*
No 522.

Dame Marie Giroux a, ce jour, intenté une action en séparation de biens à son époux, Joseph Eno, hôtelier, tous deux de la ville de Shawenegan Falls, district des Trois-Rivières.

A. E. PAQUETTE,
Procureur de la demanderesse.
Trois-Rivières, 10 mai 1902. 2061

Province de Québec, }
District de Montmagny. } *Cour Supérieure.*
No 401.

Dame Marie Hélène Alma Caron, épouse de Joseph Bernier, charron, domicilié en la paroisse de Bon Secours de l'Islet, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.

Le dit Joseph Bernier, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 23e jour d'avril courant.

J. L. O. VIDAL,
Procureur de la demanderesse.
Montmagny, 23 avril 1902. 1989-2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 566.

Dame Marie Louise Rose de Lima Ménard a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son époux, Arthur Sarprenant, épiciier, de la cité de Montréal.

J. HONORE JOANETTE,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 19 mai 1902. 1999-2

Province de Québec, }
District de Kamouraska. } *Cour Supérieure.*
No 2962.

Dame Céline Michaud, de l'endroit appelé Saint-Mathias de Cabano, épouse de John Albert Ellis, du même endroit, marchand de bois, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.

Le dit John Albert Ellis, du dit endroit de Saint-Mathias de Cabano, commerçant de bois, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instruite en cette cause, le 15ième jour de mai 1902.

CARROLL & CIMON,
Procureurs de la demanderesse.
Fraserville, 15 mai 1902. 1969.3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1236.

Dame Pétronille Cordélia Viau a, ce jour, institué une action en séparation de biens à son époux, François Xavier Labelle, agent, de la cité de Montréal.

LEBLANC & BROSSARD,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 9 mai 1902. 1955.3

Canada }
Province de Québec, } *Cour Supérieure*
District de Terrebonne. }
No 446.

Dame Rose Délina Vermette, du village de Saint-Eustache, dit district, dûment autorisée, Demanderesse ;

vs.

Eloi Spénard, bourgeois, du même lieu, Défendeur.
Une action en séparation de biens a, ce jour, été intentée contre le défendeur.

J. A. C. ETHIER,
Avocat de la demanderesse.
Sainte-Scholastique, 26 avril 1902. 1869.4

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superio Court.*
No. 522.

Dame Marie Giroux has, this day, instituted an action for separation of property against her husband, Joseph Eno, hotelkeeper, both of the town of Shawenegan Falls, district of Three Rivers.

A. E. PAQUETTE,
Attorney for plaintiff.
Three Rivers, 10th May, 1902. 2062

Province of Quebec. }
District of Montmagny. } *Superior Court.*
No. 401.

Dame Marie Hélène Alma Caron, wife of Joseph Bernier, wheelwright, domiciled in the parish of Bon Secours de l'Islet, duly authorized to appear in judicial proceedings, Plaintiff ;

vs.

The said Joseph Bernier, Defendant.
An action for separation of property has been instituted in this cause, on the 23rd of April instant.

J. L. O. VIDAL,
Attorney for plaintiff.
Montmagny, 23rd April, 1902. 1990

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 566.

Dame Marie Louise Rose de Lima Ménard has, this day, instituted an action in separation as to property against her husband, Arther Surprenant, of the city of Montreal, grocer.

J. HONORE JOANETTE,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 19th May, 1902. 2000

Province of Quebec }
District of Kamouraska. } *Superior Court.*
No. 2962.

Dame Céline Michaud, of the place called Saint Mathias de Cabano, wife of John Albert Ellis, of the same place, lumberman, duly authorized to appear in judicial proceedings, Plaintiff ;

vs.

The said John Albert Ellis, of the said place of Saint Mathias de Cabano, lumberman, Defendant.
An action for separation of property has been instituted in this case, on the fifteenth day of May, 1902.

CARROLL & CIMON,
Attorneys for plaintiff.
Fraserville, 15th May, 1902. 1970

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1236.

Dame Pétronille Cordélia Viau, has, this day, instituted an action for separation of property from her husband, François Xavier Labelle, agent, of the city of Montreal.

LEBLANC & BROSSARD,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 9th May, 1902. 1956

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Terrebonne. }
No. 446.

Dame Rose Délina Vermette, of the village of Saint Eustache, said district, duly authorized, Plaintiff ;

vs.

Eloi Spénard, gentleman, of the same place, Defendant.
An action for separation of property has been, this day, instituted against the defendant.

J. A. C. ETHIER,
Attorney for plaintiff.
Sainte Scholastique, 26th April, 1902. 1870

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No 1983.

Dame Aglaé Robert a, ce jour, institué une action en séparation de biens à son époux, Placide Robillard, entrepreneur, du village de Beauvillage.

LEBLANC & BROSSARD,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 10 mai 1902. 1957-3

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
No. 43.

Dame Marie Alma Gobeille, de la paroisse de Saint Pie, dit district, épouse de Louis Morris alias Maurice, cultivateur, autrefois de la paroisse de Saint-Césaire, dit district, et maintenant des états-unis d'Amérique, dument autorisée à ester en justice, pour poursuivre son dit époux en séparation de biens, ce qu'elle a fait ce jour.

BEAUPARLANT & MARIN,
Avocats de la demanderesse.
Saint-Hyacinthe, 30 avril 1902. 1781-5

Province de Québec, }
District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*
No 4377.

Dame Marie Louise Brouillard a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari, Herménilde Brouillard, charron, de Saint-Guillaume d'Upton.

J. D. PLAMONDON,
Procureur de la demanderesse.
Sorel, 3 mai 1902. 1827-4

Province de Québec, }
District de Saint-François, } *Cour Supérieure.*
No 523.

Dame Esther Emaline Macrae a, ce jour, poursuivi en séparation de biens son époux, Albert Burton Waldron, marchand du township de Clifton, dans le dit district.

ST. PIERRE & VERRET,
Procureurs de la demanderesse.
Sherbrooke, 24 avril 1902. 1725-5

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
No 1267.

Dame Jeanne Raymond, de Québec, épouse commune en biens de W. H. S. Déry, de Québec, dument autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs
W. H. S. Déry, de Québec, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée n cette cause, le six mai 1902, contre son époux, le dit W. H. S. Déry.

R. ROY,
1843-4 Procureur de la demanderesse.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No 3120.

Dame Frederica Louisa Scott, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son mari, John Burns Walker, peintre, des cité et district de Montréal.

G. A. MARSAN,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 7 mai 1902. 1871-4

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No 533.

Dame Harriet Mary Latty a institué, ce jour, une action en séparation des biens contre son mari, Robert Henry Statton, cultivateur, du canton de Eaton, dans le dit district.

L. E. CHARBONNEL,
Procureur de la demanderesse.
6 mai 1902. 1852-4

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1983.

Dame Aglaé Robert has, this day, instituted a suit for separation of property from her husband, Placide Robillard, contractor, of the village of Beauvillage.

LEBLANC & BROSSARD,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 10th May, 1902. 1958

Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*
No. 43.

Dame Marie Alma Gobeille, of the parish of Saint-Pie, said district, wife of Louis Morris alias Maurice, farmer formerly of the parish of Saint Césaire, said district, and now of the united states of America, duly authorized to appear in judicial proceedings, to sue her husband of separation of property, which she does this day.

BEAUPARLANT & MARIN,
Attorneys for plaintiff.
Saint Hyacinthe, 30th April, 1902. 1782

Province of Quebec, }
District of Richelieu. } *Superior Court.*
No. 4377.

Dame Marie Louise Brouillard has, this day, sued for separation as to property her husband, Herménilde Brouillard, cartwright, of Saint Guillaume d'Upton.

J. D. PLAMONDON,
Attorney for plaintiff.
Sorel, 3rd May, 1902. 1828

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 523.

Dame Esther Emaline Macrae has, this day, sued for separation as to property her husband, Albert Burton Waldron, trader, of the township of Clifton, in said district.

ST. PIERRE & VERRET,
Attorneys for plaintiff.
Sherbrooke, 24th April, 1902. 1726

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*
No. 1267.

Dame Jean Raymond, of Quebec, wife common as to property of W. H. S. Déry, of Quebec duly authorized to appear in judicial proceedings.
Plaintiff ;

vs
W. H. S. Déry, of Quebec, Defendant.
An action in separation as to property has been instituted in this cause, on the sixth of May, 1902, against her husband, the said W. H. S. Déry.

R. ROY,
1844 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 3120.

Dame Frederica Louisa Scott has, this day, taken out an action for separation as to property against her husband, John Burns Walker, painter, of the city and district of Montreal.

G. A. MARSAN,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 7th May, 1902. 1872

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 533.

Dame Harriet Mary Latty has, this day, sued her husband, Robert Henry Statton, of the township of Eaton, in said district, farmer, for separation as to property.

L. E. CHARBONNEL,
Attorney for plaintiff.
5th, May 1902. 1854

Province de Québec, }
District d'Iberville. } Cour Supérieure.
No 295.

Dame Elizabeth Say, de la ville de Saint-Jean, district d'Iberville, épouse de Hormidas Dandurand, ci-devant hôtelier, de la dite ville de Saint-Jean, et maintenant demeurant temporairement à Rossland, dans la Colombie Anglaise, puissance du Canada, dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son dit mari, le dit Hormidas Dandurand.

GIRARD & PELLETIER,
Avocats de la demanderesse.

Saint-Jean, 24 novembre 1900. 1855.4

Province de Québec, }
District de Québec. } Cour Supérieure.
No 1141.

Dame Hermine Paré, de la cité de Québec, couturière, épouse commune en biens de Royer Grenon, du même lieu, journalier, dûment autorisée à ester en justice par jugement de la cour supérieure, honorable L. B. Caron, juge,
Demanderesse ;

vs

Roger Grenon, de la cité de Québec, journalier,
Défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été instituée, ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.

CARON, PENTLAND,
STUART & BRODIE,

Procureurs de la demanderesse.

Québec, 1er mai 1902. 1757-5

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis dans la "Gazette Officielle" de Québec, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres-patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1o Le nom collectif proposé de la compagnie sera "La Compagnie Cadieux & Derome."

2o L'objet de la compagnie est de faire le commerce de librairie en la cité de Montréal, tant en gros qu'en détail, et tout ce qui est accessoire au dit commerce.

3o Le bureau principal de la dite compagnie sera en la cité de Montréal.

4o Le capital sera de \$50,000.

5o Le nombre d'actions sera de mille, et le montant de chaque action sera de \$50.00.

6o Les noms au long, résidence et profession de chacun des requérants sont comme suit : Antoine Robert, financier ; Amédée Chaurest, régistrateur ; Jules Aimé Maucotel, député régistrateur ; Jacques M. Marcotte, auditeur ; et Joseph William Harris, entrepreneur, tous de la cité et du district de Montréal.

7o Les dits Antoine Robert, Amédée Chaurest, Jules Aimé Maucotel, Jacques M. Marcotte et Joseph William Harris seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie. Ils sont sujets de Sa Majesté et résident tous au Canada.

LAMOTHE & TRUDEL,
Procureurs des requérants.

Montréal, 28 mai 1902. 2005

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis dans la Gazette Officielle de Québec, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, aux fins d'obtenir une charte d'incorporation par

Province of Quebec, }
District of Iberville. } Superior Court.
No. 295.

Dame Elizabeth Say, of the town of Saint John's, district of Iberville, wife of Hormidas Dandurand, heretofore hotel keeper, of said town of Saint John's, and now temporarily in Rossland, in the province of British Columbia, Dominion of Canada, duly authorized to ester en justice, has, this day, instituted an action en séparation de biens against her said husband, the said Hormidas Dandurand.

GIRARD & PELLETIER,
Attorneys for plaintiff.

Saint John's, 24th November, 1900. 1856

Province of Quebec, }
District of Quebec. } Superior Court.
No. 1141.

Dame Hermine Paré, of the city of Québec, seamstress, wife commune en biens of Roger Grenon, of the same place, laborer, duly authorized to ester en justice by judgment of the superior court, honorable L. B. Caron, judge,
Plaintiff ;

vs

Roger Grenon, of the city of Québec, laborer,
Defendant.

An action for separation from bed and board has, this day, been instituted by the plaintiff against the defendant.

CARON, PENTLAND,
STUART & BRODIE,

Attorneys for plaintiff.

Québec, 1st May, 1902. 1758

Notice is hereby given that, within one month from the last publication of this notice, in the "Quebec Official Gazette," an application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in Council, under the Joint Stock Companies' Act and amendments thereto, for a charter of incorporation by letters patent, to incorporate the applicants and such other persons that may become shareholders in the proposed company, under the name and for the purposes mentioned :

1. The corporate name of the proposed company is "La Compagnie Cadieux & Derome."

2. The object of the company is to carry on a stationery business in the city of Montreal, both wholesale and retail, and all that is connected with the said business.

3. The head office of the said company will be in the city of Montreal.

4. The capital will be \$50,000.

5. The number of shares will be a thousand, and the amount of each share will be \$50.00.

6. The full names, residence and profession of each of the petitioners are as follows : Antoine Robert, financier ; Amédée Chaurest, registrar ; Jules Aimé Maucotel, deputy registrar ; Jacques M. Marcotte, auditor ; and Joseph William Harris, contractor, all of the city and district of Montreal.

7. The said Antoine Robert, Amédée Chaurest, Jules Aimé Maucotel, Jacques M. Marcotte and Joseph William Harris will be the first or interim directors of the said company. They are subjects of His Majesty and all reside in Canada.

LAMOTHE & TRUDEL,
Attorneys for petitioners.

Montreal, 28th May, 1902. 2006

Notice is hereby given that, within one month after last publication of this notice, in the Quebec Official Gazette, application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor in Council, for charter of incorporation by letters patent, under the

lettres patentes, en vertu des dispositions "de la loi corporative des compagnies à fonds social," constituant les requérants ci-après nommés et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom de la compagnie proposé est "John D. Duncan Company."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée, sont d'acquies les affaires qui sont maintenant faites en la cité de Montréal, par John D. Duncan, Norman William Lyster et William Henry Trenholme, comme laitiers, sous le nom social de "John D. Duncan", et de faire le commerce du lait stérilisé ou autrement, crème et autres produits de ferme.

3° La principale place d'affaires de la compagnie sera dans la cité de Montréal.

4° Le montant du fonds social sera de vingt-cinq mille dollars, divisé en deux cent cinquante actions de cent dollars chacune.

5° Les noms au long, résidence et profession des dits requérants sont comme suit : John Donaldson Duncan, laitier, de Montréal; Norman William Lyster, laitier, de Montréal; William Henry Trenholme, laitier, de Westmount; Mary McKell, épouse du dit John D. Duncan et Mademoiselle Rose Doyle, teneur de livres, de Montréal.

6° Les dits John Donaldson Duncan, Norman William Lyster et William Henry Trenholme seront les directeurs provisoires de la dite compagnie. Tous sont sujets britanniques et résident dans la province de Québec.

W. DE M. & H. M. MARLER,

Pour les requérants.

Montréal, 7^{ma} 1902.

1897-3

AVIS.

Avis est par le présent donné que dans les trente jours qui suivront la dernière insertion du présent avis, une demande sera faite au lieutenant-gouverneur en conseil de cette province, par Henry Hamilton, marchand, Napoléon Edouard Hamilton, marchand, George Hamilton, commis, tous trois de la cité de Montréal, et Henry Hamilton, jr, marchand, et Auguste Singer, comptable, ces deux derniers de la ville de Westmount, aux fins d'obtenir des lettres patentes, les incorporant comme compagnie à fonds social sous les nom et raison de "La Compagnie Hamilton (limitée)," ainsi que toutes autres personnes qui pourront à l'avenir devenir membres de la dite compagnie.

Le but de cette compagnie est de faire le commerce en gros et en détail de toutes les marchandises qui se vendent généralement dans les magasins à rayon (departmental store).

La place principale d'affaires sera dans la cité de Montréal, avec pouvoir d'établir des succursales dans les différentes villes de la province.

Le montant du fonds social sera de \$100,000.00 divisé en mille parts de cents piastres chacune.

Les cinq personnes ci-dessus mentionnées seront les directeurs provisoires de la dite compagnie.

HENRY HAMILTON,

Pour les requérants.

Montréal, 13 mars 1902.

1851.4

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes sous le grand Sceau.

1° Le nom collectif de la compagnie sera "The Grocers Mfg. and Trading Co."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont de faire du sirop, des sucreries et de mettre en canistre des produits alimentaires, aussi de préparer des articles d'épicerie en général, d'en faire le commerce et de faire toutes choses en rapport avec les objets de la compagnie.

provisions of "The Joint Stock Companies' incorporation Act," incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, corporate and politic, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The proposed corporate name of the company is "John D. Duncan Company."

2. The purposes for which incorporation is sought, are to acquire the business now carried on at the city of Montreal, by John D. Duncan, Norman William Lyster and William Henry Trenholme, as milk dealers, under the name of "John D. Duncan", and to deal in milk sterilized or otherwise, cream, and other farm products.

3. The head office of the company will be at the city of Montreal.

4. The amount of capital stock is twenty-five thousand dollars, divided into two hundred and fifty shares of one hundred dollars each.

5. The names, address and calling of the applicants are as follows : John Donaldson Duncan, of Montreal, milk dealer ; Norman William Lyster, of Montreal, milk dealer ; William Henry Trenholme, of Westmount, milk dealer ; Mary McKell, wife of the said John D. Duncan and Miss Rose Doyle, of Montreal, bookkeeper.

6. The said John Donaldson Duncan, Norman William Lyster and William Henry Trenholme shall be the first or provisional directors of the said company, all of whom are subjects of His Majesty and reside in the province of Québec.

W. DE M. & H. M. MARLER,

For the applicants.

Montreal, 7th May, 1902.

1898

NO TICE.

Notice is hereby given that within thirty days after the last insertion of this notice, application will be made to the Lieutenant Governor in council of this province, by Henry Hamilton, merchant, Napoleon Edouard Hamilton, merchant, George Hamilton, clerk, all three of the city of Montreal, and Henry Hamilton, jr., merchant, and Auguste Singer, accountant, the two latter of the town of Westmount, for the purpose of obtaining letters patent, incorporating them as a joint stock company, by the name "La Compagnie Hamilton (limitée)," as well as any other persons who may in future become members of the said company.

The object of this company is to carry on wholesale and retail trade in all kinds of merchandize, which are sold generally in departmental stores.

Its chief place of business will be in the city of Montreal, with power to establish branches in the different towns of the province.

The amount of its capital stock will be \$100,000.00, divided into one thousand shares of one hundred dollars each.

The five persons hereinabove named will be the interim directors of the said company.

HENRY HAMILTON,

For the petitioners.

Montreal, 13th March, 1902.

1852

Notice is hereby given that application will be made to the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, for charter of incorporation by letters patent under the great Seal :

1. The corporate name of the company will be "The Grocers Mfg. and Trading Co."

2. The objects for which the incorporation is sought are : the manufacture of syrup, confectionery and the canning and preserving of food products, also to manufacture and trade in grocer's sundries generally and to do all things connected with the objects of the company.

3° La principale place d'affaires de la compagnie sera dans la cité de Montréal.

4° Le fonds social sera de vingt-cinq mille piastres, divisé en deux mille cinq cents actions de dix piastres chacune.

5° Les requérants sont : George Alfred Walker, comptable ; Thomas William Watson, manufacturier ; William Caron, marchand ; Sarsfield O'Brien, marchand ; Albert Dettmers, commis.

6° Les requérants sont tous sujets anglais et résidents en Canada, dans la cité de Montréal et seront les premiers directeurs de la compagnie.

1865.4

LES REQUÉRANTS.

Avis est par les présentes donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à son honneur le lieutenant-gouverneur en conseil pour la province de Québec, en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, et ses amendements, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, incorporant les requérants ci-après nommés et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

Premièrement.—Le nom collectif de la compagnie proposée sera "The Charles A. Bull Produce Company."

Deuxièmement.—L'objet pour lequel l'incorporation est demandée, est d'acheter et vendre du beurre, du fromage, des œufs et produits agricoles en général.

Troisièmement.—La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal.

Quatrièmement.—Le fonds social de la dite compagnie sera de cinquante mille piastres.

Cinquièmement.—Le nombre d'actions sera de cinq cents et le montant de chaque action sera de cent piastres.

Sixièmement.—Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : Charles Irving Knight, de Hatley Est, province de Québec, marchand général ; Aaron Bull, de Farnham Est, dans la province de Québec, gentilhomme ; Charles Albert Bull, de la cité de Montréal, marchand de produits ; Demoiselle Annie Allison Horrigan, de la cité de Portland, Angleterre, fille majeure ; Roswell Corse Fisher, de la cité de Montréal, gentilhomme ; Horace H. Bailey, de la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario, commis. Les trois premiers ci-dessus nommés seront les premiers directeurs de la dite compagnie. Tous les dits directeurs sont résidents en Canada et sujets de Sa Majesté.

DAVIDSON & RITCHIE,

Procureurs des requérants.

Montréal, 7 mai 1902

1849-3

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication du dit avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil afin d'obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans le but ci-après mentionnés :

1° Le nom proposé de la compagnie sera "Le Club Kénogami."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont : de louer ou acquérir des immeubles afin de se récréer et s'instruire, y avoir gymnase, jeux, billards, salle de lecture, de louer ou acquérir des lacs pour la pêche ou des terrains pour la chasse, construire, meubler, posséder, mettre en opération, maintenir, conduire des restaurants ou tout autre affaire y ayant rapport, y compris le droit de vendre des liqueurs de toutes sortes sous licences obtenues au préalable du gouvernement, pour l'usage des membres du "Club Kénogami."

2

3. The company's chief place of business will be in the city of Montreal.

4. The capital stock will be twenty-five thousand dollars, divided into two thousand five hundred shares of ten dollars each.

5. The petitioners are : George Alfred Walker, accountant ; Thomas William Watson, manufacturer ; William Caron, salesman ; Sarsfield O'Brien, salesman ; Albert Dettmers, clerk.

6. The petitioners who are all British subjects and reside in Canada, in the city of Montreal, will be the first directors of the company.

1866

THE PETITIONERS.

Notice is hereby given that, within one month from the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, an application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor in council for the province of Quebec, under the "Joint Stock Companies' Act and amendments" thereto for a charter of incorporation by letters patent, to incorporate the applicants hereinafter named and such other persons as may become shareholders in the proposed company, under the name and for the purposes mentioned :

First.—The corporate name of the proposed company is "The Charles A. Bull Produce Company."

Second.—The object for which the incorporation is sought, is the purchase and sale of butter, cheese eggs and general agricultural produce.

Third.—The chief place of business of the said company is the city of Montreal.

Fourth.—The capital stock of the said company is fifty thousand dollars.

Fifth.—The number of shares is five hundred, and the amount of each share is one hundred dollars.

Sixth.—The names in full and the address and callings of the applicants are as follows : Charles Irving Knight, of East Hatley, province of Quebec, general merchant ; Aaron Bull, of East Farnham, in the province of Quebec, gentleman ; Charles Albert Bull, of the city of Montreal, produce merchant ; Miss Annie Allison Horrigan, of the city of Portland, England, spinster ; Roswell Corse Fisher, of the city of Montreal, gentleman ; Horace H. Bailey, of the city of Ottawa, in the province of Ontario, clerk ; of which the first three are to be the first directors of the said company. All the said directors reside in Canada, and are subjects of His Majesty.

DAVIDSON & RITCHIE,

Attorneys for applicants.

Montreal, 7th May, 1902.

1850

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor in Council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the "Joint Stock Companies' act," to incorporate the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, as a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The proposed name of the company will be "Le Club Kénogami."

2. The objects for which incorporation is asked are : to lease or acquire immovable for purposes of instruction and recreation, to have there a gymnasium, billiards, reading room, to lease or acquire lakes for fishing or lands for hunting, to build, furnish, own, operate, maintain, conduct restaurants or any other business relating thereto, including the right to sell liquors of all kinds, under special licenses previously obtained from the government, for the use of the members of the said "Club Kénogami."

3° La principale place d'affaire du dit club sera dans la ville de Chicoutimi, province de Québec.

4° Le montant proposé du fonds social sera de mille dollars courant, divisé en cent actions de dix dollars chacune, avec droit de porter le capital à \$5,000.

5° Les noms au long, résidence et occupation des réquerants, qui seront les premiers directeurs du dit club, lesquels sont tous sujets britanniques, demeurant en Canada, sont les suivants : Edmond Savard, maire de la ville de Chicoutimi, médecin, Joseph Dominique Guay, journaliste et négociant, Louis Guay, cultivateur, Eugène Talbot, commissaire-marchand, tous de Chicoutimi, et Camille Lockwell, manufacturier, de la cité de Québec.

ROY & CANNON,

Procureurs des requérants.

Chicoutimi, 12 mai 1902.

2049-2

3. The chief place of business of the said club will be in the town of Chicoutimi, province of Quebec.

4. The proposed amount of the stock will be one thousand dollars currency, divided into one hundred shares of ten dollars each, with a right to increase the capital to \$5,000.

5. The full names, residence and calling of the petitioners, who will be the first directors of the said club, and who are all british subjects, residing in Canada, are the following : Edmond Savard, mayor of the town of Chicoutimi, physician; Joseph Dominique Guay, journalist and trader; Louis Guay, farmer; Eugène Talbot, merchant's clerk; all of Chicoutimi, and Camille Lockwell, manufacturer, of the city of Quebec.

ROY & CANNON,

Attorneys for petitioners.

Chicoutimi, 12th May, 1902.

2050

ERECTION CIVILE des catholiques romains parlant la langue anglaise, résidant sur les paroisses du Saint-Enfant-Jésus de Montréal, comté d'Hochelega, de Saint-Edouard, de Saint-Denis, de Saint-Jean de la Croix et de Saint-Viateur d'Outremont en paroisse distincte, sous le titre de Saint-Michel-Archange.

Attendu que par l'article No 3391 des statuts refondus de la province de Québec, il est statué que chaque paroisse érigée ou qui le sera à l'avenir pour des fins religieuses par l'autorité ecclésiastique, dans les limites de la paroisse de l'ancien territoire de Notre-Dame de Montréal, déjà démembrée et reconnue civilement, est et sera une paroisse catholique à dater de l'insertion, dans la "Gazette Officielle de Québec," d'un avis de l'émission du décret canonique qui l'a érigée ou qui l'érigera, et cela aussi amplement que si telle paroisse eût été reconnue et ratifiée pour les fins civiles, en vertu du présent chapitre 50 Victoria, ch. 24, s. 1. (art. 3391 des statuts refondus de la province de Québec.)

Nous avons érigé, et par les présentes nous érigeons en titre de cure et de paroisse, sous l'invocation de Saint-Michel-Archange, dont la fête se célèbre le 29 septembre, tout le territoire compris dans les paroisses du Saint-Enfant-Jésus de Montréal, de Saint-Edouard, de Saint-Denis, de Saint-Jean de la Croix et de Saint-Viateur, mais seulement pour la population catholique parlant la langue anglaise qui réside ou résidera sur le dit territoire.

Pour les dites cure et paroisse de Saint-Michel entièrement sous notre juridiction spirituelle, à la charge par les curés ou les desservants, qui y seront établis par nous ou par nos successeurs, de se conformer en tout aux règles de discipline ecclésiastique établies dans ce diocèse, spécialement d'administrer les sacrements, la parole de Dieu, et les autres secours de la religion aux fidèles de la dite paroisse, enjoignant à ceux-ci de payer les dîmes et obligations telles qu'usitées et autorisées dans ce diocèse, et de leur porter respect et obéissance dans toutes les choses qui appartiennent à la religion et qui intéressent leur salut éternel.

Sera le dit décret lu et publié, en français et en anglais, deux dimanches consécutifs, au prône des églises paroissiales du Saint-Enfant-Jésus de Montréal, de Saint-Edouard, de Saint-Denis, de Saint-Jean de la Croix et de Saint-Viateur.

Donné à Montréal, en notre palais archépiscopal, le huit mai mil neuf cent deux, fête de la glorieuse Ascension de Notre-Seigneur Jésus-

CIVIL ERECTION of the english speaking roman catholics on the territory of the parishes of the Holy Infant Jesus of Montreal, county of Hochelega, of Saint Denis, of Saint Edward, of Saint John of the Cross and of Saint Viator d'Outremont into a distinct parish, by the name of Saint Michael the Archangel.

Whereas by article 3391 of the revised statutes of the province of Quebec, it is enacted that every parish erected or which may hereafter be erected for religious purposes by ecclesiastical authorities, within the limits of the parishes of the old territory of Notre Dame de Montreal, already dismembered and civilly recognized, is and shall be a roman catholic parish, from and after the insertion, in the "Quebec Official Gazette," of a notice of the issue of the canonical decree which erected or shall erect the same, and that as fully as if such parish had been recognized and ratified for civil purposes, in virtue of the present chapter, 50 Vict., ch. 24, s. 1, (art. 3391 of the said revised statutes of the province of Quebec).

We have erected and to erect by these presents into a parish, under the patronage of Saint Michael the Archangel, whose feast is celebrated on the twenty-ninth of September, all the territory comprised in the parishes of the Holy Infant Jesus of Montreal, of Saint Edward, of Saint Denis, of Saint John of the Cross and of Saint Viator, but only for the english speaking catholics who reside or who shall reside in the said territory.

The said parish of Saint Michael to be entirely under Our spiritual jurisdiction, the pastors who shall be appointed by Us or by Our successors having to conform in all the rules of ecclesiastical discipline established in this archdiocese, especially to administer the Sacraments, preach the word of God and give the other comforts of religion to the faithful of the said parish, enjoining on the latter to pay the dues and offerings such as usual and authorized in this archdiocese, and to have for them respect and obedience in all things pertaining to religion and relating to their eternal salvation.

Our present decree shall be read and published in french and english on two consecutive Sundays, at the prône of the Mass of the parish churches of the Holy Infant Jesus of Montreal, of Saint Edward, of Saint Denis, of Saint John of the Cross and of Saint Viator.

Given at Montreal, in Our archepiscopal residence, this eighth day of May, one thousand nine hundred and two, feast of the glorious Ascen-

Christ, sous notre seing, le sceau de nos armes et le contre-seing de notre Vice-Chancelier.

† PAUL, Arch. de Montréal.
Par ordre de Monseigneur,
L. CALLAGHAN, Ptre,
Vice-Chancelier.

Certificat de publication du décret d'érection de la paroisse de Saint-Michel Archange.

Par les présentes, je soussigné, certifie avoir, les dimanches, onzième et dix-huitième jours du mois de mai courant, publié au prône de notre messe paroissiale, en français et en anglais, le décret canonique érigeant en titre de cure et de paroisse, sous l'invocation de Saint-Michel Archange, tout le territoire compris dans les paroisses du Saint-Enfant Jésus de Montréal, de Saint-Edouard, de Saint-Denis, de Saint-Jean de la Croix, et de Saint-Viateur, mais seulement pour les fidèles de langue anglaise qui résident ou qui résideront sur le dit territoire.

En foi de quoi,
C. DUCHARME, C. V. S.,
Desservant.
Saint-Viateur d'Outremont, 19 mai 1902.

Par les présentes, nous soussigné, certifions avoir publié deux fois en français et en anglais, à savoir, le onze et le dix-huit mai mil neuf cent deux, le décret canonique, en date du huit mai courant, érigeant la paroisse de Saint-Michel Archange, pour les catholiques de langue anglaise, sur le territoire des paroisses du Saint-Enfant Jésus de Montréal, de Saint-Edouard, de Saint-Denis, de Saint-Jean de la Croix et de Saint-Viateur.

J. AL. ST JEAN, ptre, curé.
Paroisse Saint-Denis, 18 mai 1902.

Je, soussigné, certifie avoir lu ce présent décret le onze et le dix-huit mai, au prône de la messe paroissiale de Saint-Jean de la Croix.

J. B. JOBIN, ptre, curé.

Je, soussigné, certifie que le décret ci-dessus a été lu le onze et le dix-huit mai, en l'église paroissiale de Saint-Edouard, à Montréal.

J. A. NAP. MORIN, curé.
18 mai 1902.

Par les présentes, je certifie que le décret ci-dessus érigeant la paroisse de Saint-Michel a été lu et publié deux dimanches consécutifs, savoir : le onze et le dix-huit de mai courant, au prône de l'église paroissiale, du Saint-Enfant Jésus de Montréal.

G. M. LEPAILLEUR, ptre, curé.
18 mai 1902. 2017

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Québec, } Cour Supérieure.
Dans l'affaire de Thomas Ouellet, de Saint-Moise, marchand, Failli.
Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un ordre de la cour, en date du 23ème jour de mai 1902, les soussignés ont été nommés curateurs conjoints dans cette affaire.

slon of Our Lord and Saviour Jesus Christ, under Our hand and seal and the counter signature of Our vice-chancellor.

† PAUL, Arch. of Montreal.
By order of His Grace the archbishop,
L. CALLAGHAN, priest,
Vice chancellor.

Certificate of publication of decree erection of the parish of Saint Michael the Archangel.

By these presents, I the undersigned, certify to having on the Sundays falling on the eleventh and eighteenth days of this month of May, published at the prône of our parish mass, in french and in english, the canonical decree erecting with the title of a parish under the invocation of Saint Michael the Archangel, all the territory comprised in the parishes of the Holy Infant Jesus of Montreal, of Saint Edward, of Saint Denis, of Saint John of the Cross and of Saint Viator, but only in regard to the faithful speaking the english language who reside or who will reside on said territory.

In faith of which,
C. DUCHARME, C. S. V.,
Descrvant.
Saint Victor of Outremont, 19th May, 1902.

By these presents, we the undersigned, certify to having published twice in french and in english, that is to say, on the eleventh and on the eighteenth of May, nineteen hundred and two, the canonical decree, dated the eighth day of this month of May, erecting the parish of Saint Michael the Archangel for the english speaking catholics, on the territory of the parishes of the Holy Infant Jesus of Montreal, of Saint Edward, of Saint Denis, of Saint John of the Cross and of Saint Viator.

J. AL. ST JEAN, priest, curé.
Parish priest of Saint Denis, 18th May, 1902.

I, the undersigned, certify to having read this present decree on the eleventh and eighteenth days of May, at the prône of the parish mass of Saint John of the Cross.

J. B. JOBIN, parish priest.

I, the undersigned, certify that the decree above has been read on the eleventh and on the eighteenth days of this month of May, in the parish church of Saint Edward's, Montreal.

J. A. NAP. MORIN, curé.
18th May, 1902.

I hereby certify that the above decree erecting the parish of Saint Michael has been read and published on two consecutive Sundays, viz : the eleventh and the eighteenth instant, at the prône of the mass of the parish church of the Holy Infant Jesus of Montreal.

G. M. LEPAILLEUR, pastor.
18th May, 1902. 2018

Bankrupt Notices

Province of Québec, }
District of Québec, } Superior Court.
In the matter of Thomas Ouellet, of Saint Moïse, merchant, Insolvent.
Notice is hereby given that by order of the Court, dated the 23rd day of May, 1902, the undersigned have been appointed joint curators in this matter.

Les créanciers du dit failli sont requis de produire leurs réclamations, dûment attestées sous serment, dans un délai de trente jours de cette date.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Curateurs conjoints.
2077

Québec, 26 mai 1902.

SOUS L'ACTE DES LIQUIDATIONS.

Province de Québec, } *Cour supérieure.*
District de Montréal }
Dans l'affaire de The Whitham Shoe Co., Ltd.,
En liquidation ;

et

Alexandre Desmarteau, Liquidateur.
Avis est par les présentes donné qu'un premier dividende de quinze centins dans la piastre sera payable au bureau du liquidateur, le et après le 17ème jour de juin prochain, sur production des pièces justificatives à l'appui.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Liquidateur.

1598-1608, rue Notre-Dame, Montréal.
Montréal, 15 mai 1902. 2075

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saint-François. }
No 405.

Dans l'affaire de Manson & Boright, de Magog,
dans le district de Saint-François, Faillis.

Avis est par le présent donné que le vingt-troisième jour de mai courant, par ordre de la cour, le soussigné a été nommé curateur des biens des dits Manson & Boright, qui en ont fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations doivent être déposées devant moi sous trente jours de cette date.

GARDNER STEVENS,
Curateur.

Waterloo, Qué., 27 mai 1902. 2081

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal. }

Dans l'affaire de P. Boileau & Frères, construc-
teurs, de l'île Bizard, Qué., Faillis.

Avis est par les présentes donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende sera payable à mon bureau, le et après le dix-septième jour de juin prochain, sur production des pièces justificatives à l'appui.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.

1598-1608, rue Notre-Dame.
Montréal, 26 mai 1902. 2073

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District d'Ottawa. }

Dans l'affaire de James A. Mullen, Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé dans cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 16e jour de juin 1902, après laquelle date les dividendes seront payables dans mon bureau.

THOS. H. BIRKS,
Curateur.

Bureau : Scott Estate Office,
Rue Principale, Hull. 2091

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal. }

In re Frederick G. Rowe et Maurice R. de Meslé,
faisant affaires tous deux comme opticiens, à
Montréal, sous la raison sociale de "Hearn &
Harrison," Faillis ;

et

Lamarche & Desoit,
Subrogés gardiens provisoires.

Creditors of the said insolvent are required to file their claims, duly attested under oath, within thirty days from this date.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Joint curators.
Quebec, 26th May, 1902.

UNDER THE WINDING-UP ACT.

Province of Quebec, } *Superior Court*
District of Montreal. }
In the matter of The Whitham Shoe Co., Ltd.,
In liquidation ;

and

Alexandre Desmarteau, Liquidator.
Notice is hereby given that a first dividend of fifteen cents in the dollar will be payable at the liquidator's office, on and after the 17th day of June next, upon production of all vouchers proving claims.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Liquidator.

1598-1608, Notre Dame street, Montreal.
Montreal, 15th May, 1902. 2076

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saint Francis. }
No. 405.

In the matter of Manson & Boright, of Magog,
in the district of Saint Francis, Insolvents.

Notice is hereby given that on the twenty-first day of May instant, by an order of the Court, the undersigned was appointed curator to the property of the said Manson & Boright, who have made a judicial abandonment of their property for the benefit of their creditors.

Claims must be filed with me within thirty days from this date.

GARDNER STEVENS,
Curator.

Waterloo, Que., 27th May, 1902.

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal. }

In the matter of P. Boileau & Frères, builders, of
île Bizard, Que., Insolvents.

Notice is hereby given that a first dividend sheet will be payable at my office, on or after the seventeenth day of June next, on filing vouchers in support thereof.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.

1598-1608, Notre Dame street,
Montreal, 26th May, 1902. 2074.

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Ottawa. }

In the matter of James A. Mullen, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 16th day of June, 1902, after which date dividends will be payable at my office.

THOS. H. BIRKS,
Curator.

Office : Scott Estate Office,
Main street, Hull. 2092

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal. }

In re Frederick G. Rowe and Maurice R. de Meslé,
both carrying on business as opticians, at Mon-
tréal, under the style and firm of "Hearn &
Harrison," Insolvents ;

and

Lamarche & Desoit,
Subrogate provisional guardians.

Avis est donné que, le vingt-deuxième jour de mai 1902, les dits faillis ont déposé leur bilan au greffe de la cour supérieure du district de Montréal.

LAMARCHE & BENOIT,
Subrogés gardiens provisoires.
No 2, Place d'Armes, Montréal. 2035

Avis est par le présent donné que, le 23e jour de mai 1902, Napoléon J. Bertrand, de Coaticook, sellier, a fait un abandon judiciaire à ses créanciers au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Saint-François, dans la cité de Sherbrooke, à la demande de George Potter Beal, de Toronto, y faisant affaires sous le nom de Beal Brothers.

GEORGE POTTER BEAL,
Gardien provisoire.
W. L. SHURTLIFF (Coaticook),
Procureur du demandeur et gardien provisoire.
2069

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
Dans l'affaire de Fred. G. Rowe and M. R. de
Mesle, de la cité de Montréal, commerçants, fai-
sant affaires sous le nom de Hearn & Harrison,
Faillis.

Avis est par le présent donné que, je, John Hyde, comptable licencié, de la cité de Montréal, par jugement de Sa Seigneurie le juge Robidoux, ai été nommé curateur des biens des dits Hearn & Harrison, le tout tel que pourvu par la loi.

Les créanciers des dits Hearn & Harrison sont par le présent notifiés de produire leurs réclamations sous trente jours.

JOHN HYDE,
Curateur.
Montréal, 29 mai 1902. 2107

Notice is given that, on the twenty-second day of May, 1902, the said insolvents have made a judicial abandonment of their property at the prothonotary's office of the superior court for the district of Montreal.

LAMARCHE & BENOIT,
Subrogate provisional guardians.
No. 2, Place d'Armes, Montreal. 2036

Notice is hereby given that, on the 23rd day of May, 1902, Napoléon J. Bertrand, of Coaticook, harness maker, made a judicial abandonment of his property to his creditors in the office of the prothonotary of the superior court for the district of Saint Francis, at the city of Sherbrooke, on the demand of George Potter Beal, of Toronto, doing business there as Beal Brothers.

GEORGE POTTER BEAL,
Provisional guardian.
W. L. SHURTLIFF (Coaticook),
Attorney for plaintiff and provisional guardian.
2070

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
In the matter of Fred. G. Rowe and M. R. de
Mesle, of the city of Montreal, traders, carrying
on business as Hearn & Harrison,
Insolvents.

Notice is hereby given that, I, John Hyde, chartered accountant, of the city of Montreal, was, by judgment of His Lordship justice Robidoux, appointed curator to the property of the said Hearn & Harrison, the whole as by law provided.

The creditors of the said Hearn & Harrison are hereby notified to file their claims within a delay of thirty days.

JOHN HYDE,
Curator.
Montreal, 29th May, 1902. 2108

Règles de Cour

Jeu di, le 22 mai 1902.

Présent:—L'Hon. Chs O. de Lorimier, J. C. S. Médéric Forest, ès qualité, d'exécuteur testamentaire de feu sieur Médard Forest, en son vivant bourgeois, de la ville de L'Assomption, cultivateur, de la paroisse de L'Epiphanie, dans le dit district, Demandeur;

vs.

Damase Débusat dit St Germain, cultivateur, de la paroisse de L'Assomption, dans le dit district, Défendeur;

et

Elie Lemire, notaire, de la ville de L'Assomption, Opposant.

Vu l'opposition produite en cette cause, alléguant la déconfiture du défendeur, et vu la requête présentée, ce jour, de la part du dit opposant, nous soussigné, un des juges de la cour supérieure, siégeant dans et pour le district de Joliette, ordonnons que les créanciers du défendeur soient appelés, par un avis à être publié deux fois dans les langues française et anglaise, dans la "Gazette Officielle de Québec," à produire au greffe de cette cour, leurs réclamations dans les quinze jours de la date de la première insertion du dit avis, dans la dite "Gazette Officielle," conformément à la loi, article 673 du code de procédure civile.

Signé, CHS C. DE LORIMIER,
J. C. S.

Pour vraie copie,
McConville & Ducharme, P. C. S. 2079

Rules of Court

Thursday, the 22nd of May, 1902.

Present: The Hon. Chs. C. de Lorimier, J. S. C. Médéric Forest, in his quality of testamentary executor of the late Médard Forest, in his lifetime gentleman, of the town of L'Assomption, farmer, of the parish of L'Epiphanie, in the said district, Plaintiff;

vs.

Damase Debusat dit St Germain, farmer, of the parish of L'Assomption, in the said district, Defendant;

and

Elie Lemire, esquire, notary, of the town of L'Assomption, Opposant.

Seeing the opposition filed in this cause, alleging the discomfiture of the defendant, and seeing the petition presented, this day, on behalf of the said opposant, we, the undersigned, one of the judges of the superior court, sitting in and for the district of Joliette, order that, by a notice, in the french and english languages, to be published twice, in the "Quebec Official Gazette," the creditors of the defendant be called on to file their claims in the office of the clerk of this court, within fifteen days from the date of the first insertion of such notice, in the said "Quebec Official," pursuant to article 673 of the code of civil procedure.

Signed, CHS C. DE LORIMIER,
J. S. C.

True copy,
McConville & Ducharme, P. S. C. 2080

Le vingtième jour de mai mil neuf cent deux.

Félix Labelle, contracteur, du village de Sainte-Rose, district de Montréal, Demandeur ;

vs.

Les héritiers de feu Louis Ouimet, en son vivant contracteur, des cité et district de Montréal, Défendeurs ;

et

Camille Paquet, notaire, des cité et district de Montréal, en sa qualité de curateur à la succession vacante du dit feu Louis Ouimet,

Opposant.

Sur ordre de l'honorable juge Robidoux, l'un des juges de cette cour, donné le seize mai courant, les créanciers des dits héritiers de feu Louis Ouimet, les défendeurs en cette cause, qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause, au bureau du protonotaire de cette cour, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis, dans la "Gazette Officielle de Québec", accompagnées d'un état ou compte assermenté, en conformité à l'article 673 du code de procédure civile.

2093

L. D. GAREAU,
P. G. S.

Province de Québec,
District de Terrebonne.

Cour Supérieure.

Nos 274-482.

Hormidas B. Lafleur, Demandeur ;
Jos. Seale, Défendeur ;
Le dit Jos. Seale, Demandeur en faux ;
Le dit H. B. Lafleur, Défendeur en faux ;
La Corporation Sainte-Adèle, Tiers-saisie ;
Jos. Seale, Contestant ;
H. B. Lafleur, Répondant.

Sur jugement de Sa Seigneurie l'honorable H. T. Taschereau, rendu ce jour, 10 mai courant 1902, ordonnant la distribution, *au marc la livre*, des deniers saisis-arrêtés en cette cause, il est aussi ordonné par l'honorable juge que les créanciers du demandeur, H. B. Lafleur, défendeur en faux et répondant, produisent leurs réclamations contre ce dernier, au bureau du protonotaire de la cour supérieure de ce district, à Sainte-Scholastique, sous quinze jours de la première insertion du présent avis.

GRIGNON & FORTIER,

P. C. S.

Sainte-Scholastique, 10 mai 1902.

1977-2

Licitation

AVIS DE LICITATION.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, rendu le 26 mars dernier (1902), dans une cause portant le No 2637 des dossiers de la dite cour, dans laquelle Joséphine Boileau, épouse commune en biens de Pierre Gougeon, journalier, tous deux de la cité et du district de Montréal, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, sont Demandeurs ; et demoiselle Céline Gagnon, fille majeure et usant de ses droits, des cité et district de Montréal, et Marceline Gagnon, épouse commune en biens de Napoléon Racine, carrier, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, Gabriel Boileau, ingénieur, et Cléophas Boileau, journalier, tous de la paroisse de Saint-Laurent, dit district, sont Défendeurs, ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit, savoir :

The twentieth day of May, nineteen hundred and two.

Félix Labelle, contractor, of the village of Sainte-Rose, district of Montreal, Plaintiff ;

vs.

The heirs of the late Louis Ouimet, in his lifetime contractor, of the city and district of Montreal, Defendants ;

and

Camille Paquet, notary, of the city and district of Montreal, in his quality of curator to the vacant estate of the said late Louis Ouimet,

Opposant.

Under the order of the Honorable Mr. Justice Robidoux, one of the judges of this court, given on the sixteenth day of May instant, the creditors of the said heirs of the late Louis Ouimet, the defendants in this cause, who have not already filed their claims, are now called upon to file them in this cause, in the office of the prothonotary of this court, within fifteen days after the date of the first insertion of the present notice, in the "Quebec Official Gazette," accompanied by statement or account with proper vouchers, in accordance with article 673 of the code of civil procedure.

2094

L. D. GAREAU,
P. S. G.

Province of Quebec,
District of Terrebonne.

Superior Court.

No. 274-482.

Hormidas B. Lafleur, Plaintiff ;
Jos. Seale, Defendant ;
The said Jos. Seale, Demandeur en faux ;
The said H. B. Lafleur, Défendeur en faux ;
The Corporation of Sainte Adèle, Garnishee ;
Jos. Seale, Contestant ;
H. B. Lafleur, Respondant.

Pursuant to a judgment of His Lordship the Honorable Judge H. T. Taschereau, rendered this day, 10th May instant, 1902, ordering the distribution, *au marc la livre*, of the monies attached in this cause, it is also ordered by the Honorable Judge that the creditors of the plaintiff, H. B. Lafleur, *défendeur en faux* and respondant, file their claims against the latter, at the office of the prothonotary of the superior court for the said district, at Sainte Scholastique, within fifteen days from the first insertion of the present notice.

GRIGNON & FORTIER,

P. S. C.

Sainte Scholastique, 10th May, 1902.

1978

Licitation

NOTICE OF LICITATION.

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the superior court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the 26th of March last (1902), in a suit bearing the No. 2637 of the records of the said court, in which Joséphine Boileau, wife common as to property of Pierre Gougeon, laborer, both of the city and district of Montreal, and the latter as well personally as to authorize his said wife for the purposes hereof, are Plaintiffs ; and Miss Céline Gagnon, spinster, in the enjoyment of her rights, of the city and district of Montreal, and Marceline Gagnon, wife common as to property of Napoléon Racine, quarry-man, and the latter as well personally as to authorize his said wife for the purposes hereof, Gabriel Boileau, engineer, and Cléophas Boileau, laborer, all of the parish of Saint Laurent, said district, are Defendants, ordering the licitation of a certain immovable described as follows, to wit :

Un emplacement sis et situé en la paroisse de Saint-Laurent, de la contenance de 30 pieds de largeur ; et borné en front par le chemin public, et en arrière par la Rivière des Prairies, d'un côté, vers l'ouest, par M. J. A. Madore, employé civil, et de l'autre côté, vers l'est, par M. Louis Dufresne, faisant partie du lot de terre No 7, des plan et livre de renvoi du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Laurent, district de Montréal.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le MARDI, DIX-SEPTIEME jour de JUIN prochain (1902), à DIX heures et DEMIE du matin cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de Montréal, chambre No 31 ; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour ; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge, ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication ; et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

D. A. LAFORTUNE,

Procureur des demandeurs.

Montréal, 6 mai 1902. 1367-2

[Première publication, 10 mai 1902.]

A lot situate and being in the parish of Saint Laurent, containing 30 feet in width ; and bounded in front by the public road, and in rear by River des Prairies, on one side, to the west, by Mr. J. A. Madore, civil employee, and on the other side, to the east, by Mr. Louis Dufresne, forming part of the lot of land No. 7, of the plan and book of reference of the official cadastre of the parish of Saint Laurent, district of Montreal.

The property above described will be put up for sale by auction and adjudged to the last and highest bidder, on TUESDAY, the SEVENTEENTH day of JUNE next (1902), at HALF past TEN o'clock in the forenoon, sitting the court, in the court room of the court house of Montreal, room No. 31 ; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the prothonotary of said court ; and any opposition to annul, to secure charges, or to withdraw to be made to said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court twelve days at least before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and any opposition for payment must be filed within six days next after the adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

D. A. LAFORTUNE,

Attorney for plaintiffs.

Montreal, 6th May, 1902. 1368

[First published, 10th May, 1902.]

Ventes par le Shérif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et aux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DU CURATEUR.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } ARTHUR GAGNON ET
No 156. } A L. A. CARON, curateurs conjoints à la faillite de SMITH ET LARIVIERE, Insolubles.

Immeuble délaissé par Emile Larivière.

Une terre faisant partie du dixième rang du canton de Blandford ; prenant en front la rivière Bécancour, en arrière au cordon du dixième rang, d'un côté à Charles Héon, et de l'autre côté à Jos. Pellerin—avec maison et autres bâtisses dessus construites, maintenant connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Blandford, paroisse de Saint-Louis, sous les numéros Fd, Fe, Ec, Ed et Da, du dit dixième rang.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Louis de Blandford, le DOUZIEME jour de JUIN prochain, à MIDI.

P. L. TOUSIGNANT.

Bureau du Shérif, Shérif.
Arthabaskaville, 6 mai 1902. 1829-2
[Première publication, 10 mai 1902.]

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

CURATOR'S MANDATE.

Superior court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } ARTHUR GAGNON AND
No. 156. } A L. A. CARON, joint curators to the insolvent estate of SMITH AND LARIVIERE.

Land ceded by Emile Larivière.

A piece of land being part of tenth range in the township of Blandford ; adjoining in front to river Bécancour, in the rear to the tenth range line, on one side to Charles Héon, and on the other side to Joseph Pellerin—with a house and other buildings thereon erected, now known and described on official plan and book of reference for the said township of Blandford, parish of Saint Louis, under numbers Fd, Fe, Ec, Ed and Da, of said tenth range.

To be sold at the parochial church door of Saint Louis of Blandford, on the TWELFTH day of JUNE next, at NOON.

P. L. TOUSIGNANT.

Sheriff's Office, Sheriff
Arthabaskaville, 6th May, 1902. 1830
[First published, 10th May, 1902.]

Ventes par le Shérif—Gaspé

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et aux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de Circuit.—Comté de Gaspé.

Percé, à savoir : } HUDON, HEBERT & CIE.,
No 1572. } H marchands, de la cité de Montréal, Demandeurs ; contre ALFRED LE MARQUAND, de Sainte-Adélaïde de Pabos, Défendeur.

Sheriff's Sales—Gaspé

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Circuit Court.—County of Gaspé.

Percé, to wit : } HUDON, HEBERT & CIE.,
No. 1572. } H merchants, of the city of Montreal, Plaintiffs ; against ALFRED LE MARQUAND, of Sainte Adélaïde de Pabos, Defendant.

Un morceau de terre situé dans le premier rang de la paroisse de Sainte-Adélaïde de Pabos, dans le comté de Gaspé, mesurant cent cinquante pieds (150) de front sur cent dix pieds (110) de profondeur, plus ou moins, étant partie du lot numéro vingt-cinq (25), dans la seigneurie de Pabos; le dit morceau de terre étant borné au sud par le chemin du Roi, à l'ouest par Charles Robin Collas et compagnie, en commandite, au nord et à l'est par Robert Mauger, jr., ou ses représentants—avec une maison et magasin, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Adélaïde de Pabos, le ONZIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

JAS T. TUZO,
Bureau du Shérif, Shérif.
Percé, 3 mai 1902. 1841-2
[Première publication, 10 mai 1902.]

Ventes par le Shérif—Joliette

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure de Joliette

Joliette, à savoir : } PIERRE GRAVEL ET AL.,
No 3279 } Demandeurs; contre DAME
EMILIE CARTIER ET VIR. Défendeurs.

1o Un terrain situé dans la ville de Berthier, étant partie du lot numéro cent quatre-vingt-un (181), du cadastre officiel de la ville de Berthier, ayant trente-quatre pieds de largeur par quatre-vingt-dix pieds de profondeur; tenant au front à la rue Saint-Henri, en profondeur au terrain Tranchemontagne, d'un côté au terrain J. R. Durand, et de l'autre côté celui de T. Laferrrière—bâti d'une maison et autres dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Berthier, le DEUXIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD,
Bureau du Shérif, Shérif.
Joliette, 26 mai 1902. 2089
[Première publication, 31 mai 1902.]

Ventes par le Shérif—Kamouraska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.—District de Kamouraska.

Fraserville, à savoir : } A. EDOUARD THI-
No 2892. } A. BAULT, embouteilleur de bière, de l'endroit appelé Edmunston, dans la province du Nouveau Brunswick, Demandeur; contre les biens immobiliers de FRANÇOIS BÉRUBÉ, de la paroisse de Notre-Dame du Lac, Défendeur, à savoir :

1° Un circuit de terre situé en la paroisse de Notre-Dame du Lac, dans le comté de Témiscouata, étant les numéros (87 et 88) quatre vingt-sept et quatre vingt-huit, du cadastre officiel du comté de Témiscouata, pour la dite paroisse de Notre-Dame du Lac—sans bâtisse.

A piece of land situate in the first range of the parish of Sainte Adélaïde de Pabos, in the county of Gaspé, measuring one hundred and fifty feet (150) in front by one hundred and ten feet (110) in depth, more or less, being part of lot number twenty-five (25), in the seigniorie of Pabos; the said piece of land being bounded towards the south by the King's highway, toward the west by Charles Robin Collas and company, limited, towards the north and east by Robert Mauger, jr., or his representatives—with a dwelling house and shop attached, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Adélaïde de Pabos, on the ELEVENTH day of June next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JAS. T. TUZO,
Sheriff's Office, Sheriff.
Percé, 3rd May, 1902. 1842
[First published, 10th May, 1902.]

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court of Joliette.

Joliette, to wit : } PIERRE GRAVEL ET AL.,
No. 3279. } Plaintiffs; against DAME
EMELIE CARTIER ET VIR. Defendants.

1. A lot of land situate in the town of Berthier, being part of lot number one hundred and eighty-one (181), of the official cadastre of the town of Berthier, having thirty-four feet in width by ninety feet in depth; bounded in front by Saint Henri street, in depth by the Tranchemontagne lot, on one side by the property of J. R. Durand, and on the other side by T. Laferrrière—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Berthier, on the SECOND day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

A. M. RIVARD,
Sheriff's Office, Sheriff.
Joliette, 26th May, 1902. 2090
[First published, 31st May, 1902.]

Sheriff's Sales—Kamouraska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Kamouraska.

Fraserville, to wit : } A. EDOUARD THI-
No. 2892. } A. BAULT, beer bottler, of the place called Edmunston, in the province of New Brunswick, Plaintiff; against the immovable properties of FRANÇOIS BÉRUBÉ, of the parish of Notre Dame du Lac, Defendant, to wit :

1. A parcel of land situate in the parish of Notre Dame du Lac, in the county of Témiscouata, being numbers (87 and 88) eighty-seven and eighty-eight, of the official cadastre of the county of Témiscouata, for the said parish of Notre Dame du Lac—without buildings.

2° Un emplacement de forme irrégulière, contenant cinquante-cinq pieds (55) de front sur cent soixante et dix pieds (170) de profondeur du côté sud, et cent quarante-cinq pieds (145) de profondeur du côté nord; borné au nord-est à la compagnie du chemin de fer Témiscouata, au sud-ouest au chemin public, au nord-ouest et au sud-est à Moïse Morin, lequel fait partie du lot numéro quatre-vingt-quatorze (94), du même cadastre—avec les bâtisses sus érigées. Ce dernier lot à charge d'une rente de dix pistres (\$10) par année à Moïse Morin, et des autres obligations mentionnées à un acte de concession passée devant M^{re} J. A. Roy, notaire, le 28 juin 1886, et enregistré sous le numéro 23,272, au bureau d'enregistrement du comté de Témiscouata.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame du Lac, MERCREDI, le ONZIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant midi. Bref rapportable suivant la loi.

J. ELZ. POULIOT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Fraserville, 6 mai 1902. 1825-2
[Première publication, le 10 mai 1902.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: } **R** E L I X D A N S E R E A U,
No. 144 } marchand de bois, des
cité et district de Montréal, Demandeur; contre
les terres et tenements de PIERRE A. PIGEON, du même lieu, Défendeur.

Deux lots de terre situés dans la ville de Maisonneuve, comté Hochelaga, district de Montréal; bornés en front par la rue Orléans, connus et désignés sur le plan et au livre de renvoi officiels du village Hochelaga, sous les numéros deux cent quatre-vingt-onze et deux cent quatre-vingt-douze, de la subdivision du lot numéro primitif dix-huit (291 et 292 de 18)—avec circonstances et dépendances.

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Montréal, le TROISIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 28 mai 1902. 2097
[Première publication, 31 mai 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: } **R** E V E R E N D F R E D E -
No. 2659. } **R** I C K W. A. M E Y E R S,
de la ville de Saint-Jean, dans la province de Québec, ministre, Demandeur; contre les terres et tenements d'EDWARD JOSEPH RITSON ET WILLIAM JOSEPH RITSON, tous deux ci-devant des cité et district de Montréal, maintenant de lieux inconnus, Défendeurs conjoints et solidaires.

Saisi comme appartenant à Edward Joseph Ritson, un des dits défendeurs, l'immeuble suivant, savoir:

Un lot de terre ou emplacement situé dans le quartier Sainte-Marie, dans la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro quatre cent quatre-vingt-neuf (489), des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Sainte-Marie, contenant, suivant les dits plan et livre de renvoi, quarante-deux pieds de largeur sur cent trente-huit pieds de profondeur, mesure anglaise; et borné en front par l'avenue

2. A lot of irregular shape, containing fifty-five feet (55) in front by one hundred and seventy feet (170) in depth, on the south side, and one hundred and forty-five feet (145) in depth on the north side; bounded on the north east by the Témiscouata railway company, on the south west by the public road, on the north west and south east by Moïse Morin, which forms part of lot number ninety-four (94), of the same cadastre—with the buildings thereon erected. This last lot subject to the charge of an annual rent of ten dollars (\$10) to Moïse Morin, and other obligations mentioned in a deed of sale passed before M^{re} J. A. Roy, notary, on the 28th June, 1886, and registered under number 23,272, at the registration office of the county of Témiscouata.

To be sold at the parochial church door of Notre Dame du Lac, on WEDNESDAY, the ELEVENTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon. Writ returnable according to law.

J. ELZ. POULIOT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Fraserville, 6th May, 1902. 1826
[First published, 10th May, 1902.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: } **R** E L I X D A N S E R E A U, lum-
No. 1414. } ber merchant, of the city
and district of Montreal, Plaintiff; against the
lands and tenements of PIERRE A. PIGEON,
of the same place, Defendant.

Two lots of land situate in the town of Maisonneuve, county of Hochelaga, district of Montreal; bounded in front by Orleans street, known and described on the official plan and book of reference of the village of Hochelaga, as numbers two hundred and ninety-one and two hundred and ninety-two, of the subdivision of the primitive lot number eighteen (291 and 292 of 18)—with circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRD day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 28th May, 1902. 2098
[First published, 31st May, 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: } **R** E V E R E N D F R E D E -
No. 2659. } **R** I C K W. A. M E Y E R S
of the town of Saint John, in the province of Québec, clergyman, Plaintiff; against the lands and tenements of EDWARD JOSEPH RITSON AND WILLIAM JOSEPH RITSON, both formerly of the city and district of Montreal, but now of parts unknown, Defendants, jointly and severally.

Seized as belonging to Edward Joseph Ritson, one of the said defendants, the following immovable, to wit:

A lot of land or emplacement situate in the Saint Mary's ward, in the city of Montreal, known and designated as number four hundred and eighty-nine (489), on the official plan and book of reference of said Saint Mary's ward, containing according to said plan and book of reference, forty-two feet in width by one hundred and thirty-eight feet in depth, english measure; and bounded in front by DeLori-

DeLorimier (ci-devant avenue Colborne), en arrière par le lot numéro quatre cent quatre-vingt-huit, du dit quartier Sainte-Marie, au sud-est par la rue Tansley, et du côté nord-ouest par le lot numéro quatre cent quatre-vingt-dix, du dit quartier Sainte-Marie—avec les bâtisses sus érigés.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le DOUZIEME jour de JUIN prochain, à DEUX heures de l'après midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Député shérif.
Montréal, 7 mai 1902. 1859-2
[Première publication, 10 mai 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : { **GEORGE H. ARCHIBALD**, gentleman, **DAME ISABELLA MOIR**, veuve de feu John Archibald et **MATTHEW HUTCHINSON**, écuyer, avocat, tous de la ville de Westmount, dans le dit district, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires de feu John Archibald, en son vivant du village de Granby, dans le district de Bedford, manufacturier, Demandeurs ; contre les terres et tenements de **OCTAVE DROUIN**, de la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal et district de Montréal, Défendeur.

Un emplacement situé dans la ville de Westmount, contenant vingt-trois pieds deux pouces de largeur sur cent un pieds quatre pouces de profondeur, et composé des deux lots de terre décrits sur le plan de resubdivision dûment fait et déposé de la partie des subdivisions vingt-cinq et vingt-six, du lot numéro deux cent quatorze (214), sur les plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, comme suit : deux cent quatorze vingt-cinq H-trois et deux cent quatorze vingt-six D-deux (214-25 H-3 et 214-26 D-2) ; borné en front par la rue Sherbrooke, en arrière par partie du lot deux cent quatorze vingt-six D-un (214-26 D-1), d'un côté au sud-ouest par l'emplacement deux cent quatorze vingt-cinq D-trois et deux cent quatorze vingt-cinq H-deux (214-25 D-3 et 214-25 H-2), et de l'autre côté au nord-est par le lot deux cent quatorze vingt-six D-trois (214-26 D-3), avec la maison à deux étages en pierre solide et en briques sus-érigés.

Un autre emplacement situé au même lieu, mesurant vingt-trois pieds deux pouces de largeur sur cent un pieds quatre pouces de profondeur, et composé des deux lots décrits sur le plan de resubdivision dûment fait et déposé de partie de subdivision vingt-six, du lot numéro deux cent quatorze, sur les plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, sous les numéros deux cent quatorze vingt-six D-trois et deux cent quatorze vingt-six deux (214-26 D-3 et 214-26-2)—avec la maison à deux étages en pierre solide et en briques sus-érigée.

Un autre emplacement situé au même lieu, mesurant vingt-trois pieds deux pouces de largeur sur cent un pieds quatre pouces de profondeur, et décrit sur le plan de resubdivision dûment fait et déposé de partie de subdivision vingt-six, du lot numéro deux cent quatorze, sur les plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, sous les numéros deux cent quatorze vingt-six trois (214-26-3) ; borné en front par la rue Sherbrooke, en arrière par partie du numéro deux cent quatorze vingt-six un (214-26-1), d'un côté au sud-ouest par l'emplacement subdivision vingt-six, du dit lot officiel deux cent quatorze, et de l'autre côté au nord-est par le lot numéro deux cent quatorze vingt-six quatre (214-26-4), avec la maison à deux étages en pierre solide et en briques sus-érigée.

Un autre emplacement situé au même lieu, mesurant vingt-trois pieds deux pouces de largeur sur cent un pied quatre pouces de profondeur, décrit sur le plan de resubdivision dûment fait et déposé

mier avenue (formerly Colborne avenue), in rear by lot number four hundred and eighty-eight, of said Saint Mary's ward, on the south east by Tansley street, and on the north west side by lot number four hundred and ninety, of said Saint Mary's ward—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWELFTH day of JUNE next, at TWO o'clock in the afternoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Deputy sheriff.
Montreal, 7th May, 1902. 1860
[First published, 10th May, 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : { **GEORGE H. ARCHIBALD**, gentleman, **DAME ISABELLA MOIR**, widow of the late John Archibald, and **MATTHEW HUTCHINSON**, esquire, advocate, all of the town of Westmount, in said district, in their quality of testamentary executors of the last will and testament of the late John Archibald, in his lifetime of the village of Granby, in the district of Bedford, manufacturer, Plaintiffs ; against the lands and tenements of **OCTAVE DROUIN**, of the city of Sainte-Cunégonde of Montreal and district of Montreal, Defendant.

An emplacement situate in the town of Westmount, containing twenty-three feet two inches in width by one hundred and one feet four inches in depth, and composed of the two lots of land described in the resubdivision plan duly made and fyled of part of subdivisions twenty-five and twenty-six, of lot number two hundred and fourteen (214) on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, as follows : two hundred and fourteen twenty-five H-three and two hundred and fourteen twenty-six D-two (214-25 H-3 and 214-26 D-2) ; bounded in front by Sherbrooke street, in rear by part of lot two hundred and fourteen twenty-six D-one (214-26 D-1), on one side to the south west by the emplacement two hundred and fourteen twenty-five D-three and two hundred and fourteen twenty-five H-two (214-25 D-3 and 214-25 H-2), and on the other side to the north east by the lot two hundred and fourteen twenty-six D-three (214-26 D-3)—with the two story solid stone and brick dwelling house thereon erected.

Another emplacement situate at the same place, measuring twenty-three feet two inches in width by one hundred and one feet four inches in depth, and composed of the two lots described on the resubdivision plan duly made and fyled of part of subdivision twenty-six, of lot number two hundred and fourteen, on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, as two hundred and fourteen twenty-six D-three and two hundred and fourteen twenty-six two (214-26 D-3 and 214-26-2)—with the two story solid stone and brick dwelling house thereon erected.

Another emplacement situate at the same place, measuring twenty-three feet two inches in width by one hundred and one feet four inches in depth, and described on the resubdivision plan duly made and fyled of part of subdivision twenty-six, of lot number two hundred and fourteen, on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, as two hundred and fourteen twenty-six three (214-26-3) ; bounded in front by Sherbrooke street, in rear by part of number two hundred and fourteen twenty-six one (214-26-1), on one side to the south-west by the emplacement subdivision twenty-six, of said official lot two hundred and fourteen, and on the other side to the north east by lot number two hundred and fourteen twenty-six four (214-26-4)—with the two story solid stone and brick dwelling house thereon erected.

Another emplacement situate at the same place, measuring twenty-three feet two inches in width by one hundred and one feet four inches in depth, described on the resubdivision plan duly made and

d partie de subdivision vingt-six, du dit lot deux cent-quatorze, sur les plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, sous les numéros deux cent quatorze vingt-six quatre (214-26-4)—avec la maison à deux étages en pierre solide et en briques sus-érigée, circonstances et dépendances.

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le DOUZIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHÈRE.

Bureau du Shérif, Député shérif.
Montréal, 7 mai 1902. 1857-2
[Première publication, 10 mai 1902.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

FIERI FACIAS

Québec, à savoir : } DAME CELINA TURGEON, No. 595. }
veuve de Thomas Couture, en son vivant cultivateur, de la paroisse de Beaumont, dans le comté de Bellechasse ; contre AUGUSTE TESSIER, JR., de la cité de Québec, avocat, en sa qualité de curateur dîment élu en justice à la succession vacante de feu Damase Couture, en son vivant cultivateur, de la paroisse de Beaumont, dans le comté de Bellechasse, à savoir :

Le lot No 46 (quarante-six), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Étienne de Beaumont, étant une terre située au premier rang—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Étienne de Beaumont, comté de Bellechasse, le VINGTIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 15 mai 1902. 1959-2
[Première publication, 17 mai 1902.]

Ventes par le Shérif—Rimouski

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour de Circuit—Comté de Rimouski.

No 422. } LÉOCADIE DESBIENS, Demanderesse ; vs JOSEPHINE RICHARD, Défenderesse, savoir :

Une terre situés sur le 2e rang de la paroisse de Saint-Jérôme de Matane, de trois arpents de front sur quarante arpents de profondeur ; bornée au nord au premier rang, au sud au 3e rang, à l'est à Joseph Côté, et à l'ouest à Grégoire Gauthier, fils—avec bâtisses, circonstances et dépendances, étant le numéro 427 et partie de 426, du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Jérôme de Matane.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jérôme de Matane le HUITIEME jour de JUILLET 1902, à DIX heures du matin.

L. N. ASSELIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Rimouski, 28 mai 1902. 2103
[Première publication, 31 mai 1902.]

fyled of part of subdivision twenty-six, of said lot two hundred and fourteen, on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, as two hundred and fourteen—twenty-six—four (214-26-4)—with the two story solid stone and brick dwelling house thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWELFTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHÈRE,

Sheriff's office, Deputy sheriff.
Montreal, 7th May, 1902. 1858
[First published, 10th May, 1902.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } DAME CELINA TURGEON, No. 595. }
widow of Thomas Couture, in his lifetime farmer, of the parish of Beaumont, in the county of Bellechasse ; against AUGUSTE TESSIER, JR., of the city of Quebec, advocate, in his quality of curator duly appointed by law to the vacant estate of the late Damase Couture, in his lifetime farmer, of the parish of Beaumont, in the county of Bellechasse, to wit :

Lot No. 46 (forty-six), of the official cadastre of the parish of Saint Etienne de Beaumont, being a land situate in the first range—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Etienne de Beaumont, county of Bellechasse, on the TWENTIETH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 15th May, 1902. 1960
[First published, 17th May, 1902.]

Sheriff's Sales—Rimouski

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—County of Rimouski.

No. 422. } LÉOCADIE DESBIENS, Plaintiff ; vs. JOSEPHINE RICHARD, Defendant, to wit :

A land situate on the 2nd range of the parish of Saint Jerome de Matane, of three arpents in front by forty arpents in depth ; bounded on the north by the first range, on the south by the 3rd range, on the east by Joseph Côté, and on the west by Grégoire Gauthier, junior — with buildings, circumstances and dependencies, being lot number 427 and part of 426, of the official cadastre of the said parish of Saint Jerome de Matane.

To be sold at the church door of the parish of Saint Jerome de Matane, on the EIGHTH day of JULY, 1902, at TEN o'clock in the forenoon.

L. N. ASSELIN,

Sheriff's office, Sheriff.
Rimouski, 28th May, 1902. 2104
[First published, 31st May, 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—Rimouski.

No 2522. } **HENRI VIGNOLA**, Demandeur ;
contre **THADEE LEVESQUE**,
Défendeur, savoir :

Une terre de 2 arpents et 2 perches de front sur 22 arpents de profondeur, située au 4e rang du canton Fleuriau, étant les Nos 66a et 66b, du cadastre officiel de partie du canton Fleuriau (4e rang), paroisse de Sainte-Angèle — avec bâtisses. Sauf et excepté la jouissance et usufruit du dit immeuble sa vie durant, en faveur de Eva Deschesnes, épouse du dit Thadée Lévesque.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Angèle, le TROISIEME jour de JUILLET 1902, à DIX heures de l'avant-midi.

L. N. ASSELIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Rimouski, 28 mai 1902. 2105

[Première publication, 31 mai 1902].

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DE CURATEUR.
FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } **JOSEPH PIERRE**
No 399. } **ROYER**, de la cité

de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, comptable, Curateur et Requéant, dûment autorisé à l'effet des présentes, en vertu de l'article 879, du code de procédure civile de la province de Québec, comme curateur aux biens de CHARLES JAMES ODELL, de la dite cité de Sherbrooke, marchand de meubles, Failli.

Ces étendues ou morceaux de terre sis et situés dans la dite cité de Sherbrooke, connus et désignés comme lots numéros quatre cent seize (416), quatre cent dix-sept (417), quatre cent dix-huit (418), quatre cent dix-neuf (419), sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi pour le quartier nord de la dite cité de Sherbrooke ; bornés en front par la rue London—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité de Sherbrooke, le DIXIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

HENRY AYLNER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 6 mai 1902. 1821-2

[Première publication, 10 mai 1902.]

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada, } **HECTOR PAGNEU-**
Province de Québec, } **LO**, Demandeur ;
District de St-Hyacinthe, } **vs. MERIL MENARD**,
No 1335. } Défendeur.

1o La jouissance et usufruit du lot numéro six cent quarante-cinq (No 645), du cadastre de la

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—Rimouski.

No. 2522. } **HENRI VIGNOLA**, Plaintiff ;
} **against THADEE LEVESQUE**,
Defendant, to wit :

A land of 2 arpents and 2 perches in front by 22 arpents in depth, situate in the 4th range of the township Fleuriau, being Nos. 66a and 66b, of the official cadastre of part of township Fleuriau (4th range), parish of Sainte Angèle—with buildings. Reserving and excepting the enjoyment and usufruct of the said immovable, during her lifetime, in favor of Eva Deschesnes, wife of the said Thadée Levesque.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Angèle, on the THIRD day of JULY, 1902, at TEN o'clock, in the forenoon.

L. N. ASSELIN,

Sheriff's office, Sheriff.
Rimouski, 28th May, 1902. 2106

[First published, 31st May, 1902.]

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

CURATOR'S WARRANT.
FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : } **JOSEPH PIERRE**
No. 399. } **ROYER**, of the city of

Sherbrooke, in the district of Saint Francis, accountant, Curator and Petitioner, hereunto duly authorized under article 879, of the code of civil procedure of the province of Quebec, as curator to the property of CHARLES JAMES ODELL, of the said city of Sherbrooke, furniture dealer, Insolvent.

Those certain tracts or parcels of land situate and being in the said city of Sherbrooke, known and designated as the lots numbers four hundred and sixteen (No. 416), four hundred and seventeen (No. 417), four hundred and eighteen (No. 418) and four hundred and nineteen (No. 419), on the official cadastral plan and in the book of reference for the north ward of the said city of Sherbrooke ; bounded in front by London street—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at my office, in the city of Sherbrooke, on the TENTH day of JUNE next, at TEN of the clock in the forenoon.

HENRY AYLNER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, 6th May, 1902. 1822

[First published, 10th May, 1902.]

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.

Canada, } **HECTOR PAGNEU-**
Province of Québec, } **LO**, Plaintiff ;
District of St. Hyacinth, } **MERIL MENARD**,
No. 1335. } Défendeur.

1. The use and usufruct of the lot number six hundred and forty-five (No. 645), of the cadastre

cité de Saint-Hyacinthe, sur la rue Concorde—avec les bâtisses, engins et bouilloires.

20 La jouissance et usufruit d'un immeuble situé en la paroisse de Saint-Hyacinthe le Confesseur, comté de Saint-Hyacinthe, connu et désigné comme étant la partie nord-est du lot numéro cinquante-neuf (No 59), du cadastre de la dite paroisse, d'un arpent de largeur, et s'étendant du chemin de front jusqu'au cordon des terres de la paroisse de Notre-Dame de Saint-Hyacinthe, contigu au numéro soixante (60), du dit cadastre—avec les bâtisses.

30 La jouissance et usufruit d'un immeuble faisant partie du lot numéro soixante(60),du cadastre de la paroisse de Saint-Hyacinthe le Confesseur, contenant un demi arpent de largeur sur la profondeur qu'il y a à partir du chemin de front jusqu'au cordon des terres de la paroisse de Notre-Dame de Saint-Hyacinthe, contigu au numéro cinquante-neuf (No 59), ci-dessus désigné—avec les bâtisses.

Le dit usufruit crée en faveur du dit M ril Ménard par le testament de feu Dame Z phirine Cabana, son épouse, exécuté devant J. St Germain, notaire, le douzième jour de février dernier, 1902.

Pour être vendu, l'immeuble en premier lieu décrit, au bureau du shérif, en la cité de Saint-Hyacinthe, le TROISIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi, et les immeubles en second et troisième lieux décrits, à la porte de l' glise de la paroisse de Saint-Hyacinthe le Confesseur, soit à la porte de la Cathédrale, en la cité de Saint-Hyacinthe, le MEME JOUR,   ONZE heures de l'avant-midi.

EUGENE SICOTTE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 27 mai 1902. 2083
[Première publication, 31 mai 1902.]

Ventes par le Shérif—Terrebonne

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DE CURATEUR. FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Terrebonne, } JAMES GRADY,
Ste-Scholastique, à savoir: } Failli, et FRANCIS
No 101. } K. GRADY, Requérant
cession; et Arthur Gagnon et L. A. Caron,
curateurs conjoints, savoir:

Les immeubles appartenant au dit failli, James Grady:

1o Un terrain faisant partie du numéro vingt (20), du village de New-Glasgow, district de Terrebonne, contenant cinquante pieds de front sur cinquante-six pieds de profondeur; tenant en front au chemin public, derrière et d'un côté au reste du dit No 20, et de l'autre côté au No 19, aux plan et livre de renvoi officiels de New-Glasgow—avec maison et autres bâtisses y érigées.

2o Aussi les bâtisses érigées sur une partie du lot No 12, des plan et livre de renvoi officiels pour le dit village de New Glasgow, et le droit que la faillite peut avoir au dit lot de terre No 12, ou aucune partie d'icelui.

Pour être vendus à la porte de l' glise catholique du village de Sainte-Sophie, dit district, ce

for the city of Saint Hyacinth, on Concorde street—with the buildings, engines and boilers.

2. The use and usufruct of an immovable property situate in the parish of Saint Hyacinthe le Confesseur, Saint Hyacinth county, known and designated as being the north east part of lot number fifty-nine (No. 59), of the cadastre for the said parish, containing one acre in width, and extending from the main road to the lands of the parish of Notre-Dame de Saint Hyacinthe, adjoining number sixty (No. 60), of said cadastre—with the buildings.

3. The use and usufruct of an immovable property being part of lot number sixty (No. 60), of the cadastre for the parish of Saint Hyacinthe le Confesseur, containing half an acre in width by the depth that there may from the main road to the lands of the parish of Notre Dame de Saint Hyacinthe, adjoining number fifty-nine (No. 59), above mentioned—with the buildings.

The said usufruct having been created in favor of the said Meril Menard by the last will and testament of the late Z phirine Cabana, his wife, executed before J. St Germain, notary, on the twelfth day of February last, 1902.

To be sold, the immovable firstly described, at the office of the sheriff, in the city of Saint Hyacinth, the THIRD day of JULY next, at TEN o'clock of the forenoon, and the immovable properties secondly and thirdly described, at the door of the church of the parish of Saint Hyacinthe le Confesseur, to wit: at the door of the Cathedral church, in the city of Saint Hyacinthe, the SAME DAY, at ELEVEN o'clock of the forenoon.

EUGENE SICOTTE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Hyacinth, 27th May, 1902. 2084
[First published, 31st May, 1902.]

Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

CURATOR'S WARRANT. FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.

District of Terrebonne, } JAMES GRADY, In-
Ste Scholastique, to wit: } solvent, and FRAN-
No. 101. } CIS K. GRADY. Peti-
tioner for assignment; and Arthur Gagnon and
L. A. Caron, joint curators, to wit:

The immovables belonging to the said insolvent, James Grady:

1. A lot forming part of number twenty (20), of the village of New Glasgow, district of Terrebonne, containing fifty feet in front by fifty-six feet in depth; bounded in front by the public road, in rear and one side by the residue of the said No. 20, and on the other side by No. 19, on the official plan and book of reference of New Glasgow—with house and other buildings thereon erected.

2. Also the buildings erected on a part of lot No. 12, on the official plan and book of reference for the said village of New Glasgow, and the right that the insolvent estate may have on the said lot of land No. 12, or any part thereof.

To be sold at the catholic church door of the village of Sainte Sophie, said district, on the

DEUXIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sainte-Scholastique, 27 mai 1902. 2087
[Première publication, 31 mai 1902.]

SECOND day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sainte Scholastique, 27th May, 1902. 2088
[First published, 31st May, 1902.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Court de Circuit.—District des Trois Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : { CLOVIS DEGUISE, No 163. Demandeur ; vs. JOSEPH THIBODEAU, Défendeur.

Un emplacement situé en la paroisse de Sainte-Eulalie, dans le treizième rang du canton d'Aston, faisant partie du lot de terre numéro quatre-vingt (80), du cadastre d'enregistrement du comté de Nicolet pour la dite paroisse de Sainte-Eulalie, de la contenance de cinquante pieds de front sur cent trente-cinq pieds de profondeur, mesure anglaise ; borné en front vers le nord-ouest par le chemin public du dit treizième rang, et en profondeur, vers le sud-est par Sévère Héon, au nord-est par Dame J. L. H. Houde, et au sud-ouest par le dit Sévère Héon—avec les bâtisses dessus construites circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Eulalie, le ONZIEME jour de JUIN, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN.

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 7 mai 1902. 1867-2
[Première publication, 10 mai 1902.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : { CLOVIS DEGUISE, No. 163. Plaintiff; vs. JOSEPH THIBODEAU, Défendant.

A lot situate in the parish of Sainte Eulalie, in the thirteenth range of the township of Aston, forming part of the lot of land number eighty (80), of the registration cadastre of the county of Nicolet for the said parish of Sainte Eulalie, containing fifty feet in front by one hundred and thirty-five feet in depth, english measure ; bounded in front, to the north west, by the public road of the said thirteenth range, and in rear to the south east by Sévère Héon, on the north east by Mrs. J. L. H. Houde, and on the south west by the said Sévère Héon—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Eulalie, on the ELEVENTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 7th May, 1902. 1868
[First published, 10th May, 1902.]

*Index de la Gazette Officielle de
Québec, No. 22.*

ANNEXIONS DE MUNICIPALITÉS :—Demande d'—Divers lots de N.-D. des Anges de Stanbridge à Saint-Pierre de Veronne, comté de Missisquoi, 1097 ; Divers lots de Saint Anicet à Cazaville, comté d'Huntingdon, 1097 ; Divers lots de Saint-Donat à Sainte-Luce, comté de Rimouski, 1097.

ANNONCEURS :—Avis aux :—Concernant avi, etc., 1095.

AVIS :—Autorisation donnée à The North Hatley Water Coy., d'agir, 1099 ; Erection civile :—Paroisse de Saint-Michel Archange, 1112 ; Fermeture de route :—Saint-Frs -X. de Brompton, 1098.

AVIS DE CANCELLATION :—Cantons de :—De Colonnes, 1098 ; York, 1098.

BILLS PRIVÉS, P. Q. :—Avis au sujet des :—Assemblée législative, 1104 ; Conseil législatif, 1103.

DÉMANDE A LA LÉGISLATURE :—Murray Bay Convalescent Home, 1106.

FAILLIS :—Bertrand, 1115 ; Boileau & Frères, 1114 ; Hearn & Harrison, 1114 ; Hearn & Harrison, 1115 ; Manson & Boright, 1114 ; Mullen, 1114 ; Ouellet, 1113 ; The Whitham Shoe Coy, 1114.

LETRES PATENTES, DEMANDES DE :—John D. Duncan Co., 1109 ; La Cie Hamilton, 1110 ; La Cie Cadieux & Derome, 1109 ; Le Club Kenogami, 1111 ; The Charles A. Bull Produce Coy, 1111 ; The Grocers Manufacturing Co., 1110.

LETRES PATENTES EMISES :—The James Muir Co., 1099.

LICITATION :—Dame Boileau et vir vs Delle Gagnon et al, 1116.

MUNICIPALITÉ, DEMANDE DE PUBLIER DANS UNE SEULE LANGUE :—Thetford Nord, comté de Mégantic, 1098.

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES : Demande d'ériger en :—Montmorency, comté de Québec, 1096 ; Waddington, comté d'Arthabaska, 1096 ; Shawinigan Falls, comté de Saint-Maurice, 1058 ; Saint-Jules, comté de Saint-Bonaventure, 1098 ; Turgeon, comté d'Ottawa, 1098.

PROCLAMATION :—Convocation des Chambres, 1095.

RÈGLES DE COUR :—Forest *ès-qual* vs Debusat, 1115 ; Labell, héritiers, vs Ouimet, 1116 ; Lafleur vs Seale, &c., &c., 1116.

SÉPARATIONS DE BIENS :—Dmes Brouillard vs Brouillard, 1108 ; Caron vs Bernier, 1107 ; Foley vs Muir, 1106 ; Giroux vs Euo, 1107 ; Gobeil vs Morris, 1108 ; Latty vs Statton, 1108 ; Macrae vs Waldron, 1108 ; Menard vs Surprenant, 1107 ; Michaud vs Ellis, 1107 ; Raymond vs Déry, 1108 ; Robert vs Robillard, 1108 ; Say vs Dandurand, 1109 ; Scott vs Walker, 1108 ; Vermette vs Spénard, 1107 ; Viau vs Labelle, 1107.

SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—Dme Paré vs Grenon, 1109.

*Index of the Quebec Official
Gazette, No. 22.*

MUNICIPALITIES ANNEXED :—Application for :—Several lots of N.-D. des Anges de Stanbridge to Saint Pierre de Veronne, county of Missisquoi, 1097 ; Several lots of Saint Anicet to Cazaville, county of Huntingdon, 1097 ; Several lots of Saint Donat to Sainte Luce, county of Rimouski, 1097.

ADVERTISERS :—Notice to :—Respecting notices &c. 1095

NOTICES :—Authorization given to The North Hatley Water Coy., to act, 1099 ; Civil erection :—Parish of Saint Michel the Archangel, 1112 ; Close a by road :—Saint Frs -X. de Brompton, 1098.

NOTICES OF CANCELLATION :—Townships of :—De Colonnes, 1098 ; York, 1098.

PRIVATE BILLS, P. Q. :—Notices Respecting the :—Legislative Assembly, 1104 ; Legislative Council, 1103.

APPLICATION TO THE LEGISLATURE :—Murray Bay Convalescent Home, 1106.

INSOLVENTS :—Bertrand, 1115 ; Boileau & Frères, 1114 ; Hearn & Harrison, 1114 ; Hearn & Harrison, 1115 ; Manson & Boright, 1114 ; Mullen, 1114 ; Ouellet, 1113 ; The Whitham Shoe Coy, 1114.

LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR :—John D. Duncan Co., 1109 ; La Cie Hamilton, 1110 ; La Cie Cadieux & Derome, 1109 ; Le Club Kenogami, 1111 ; The Charles A. Bull Produce Coy, 1111 ; The Grocers Manufacturing Co, 1110.

LETTERS PATENT ISSUED :—The James Muir Co., 1099.

LICITATION :—Dme Boileau et vir vs Delle Gagnon et al, 1116.

MUNICIPALITY, APPLICATION FOR LEAVE TO PUBLISH IN ONE LANGUAGE ONLY :—Thetford Nord, county of Mégantic, 1098.

SCHOOL MUNICIPALITIES : Application to erect into :—Montmorency, county of Quebec, 1096 ; Waddington, county of Arthabaska, 1096 ; Shawinigan Falls, county of Saint Maurice, 1058 ; Saint Jules, county of Bonaventure, 1098 ; Turgeon, county of Ottawa, 1098.

PROCLAMATION :—Parliament convoked, 1095.

RULES OF COURT :—Forest *ès-qual* vs Debusat, 1115 ; Labelle, heir, vs Ouimet, 1116 ; Lafleur vs Seale, &c., &c., 1116.

SEPARATIONS AS TO PROPERTY :—Dmes Brouillard vs Brouillard, 1108 ; Caron vs Bernier, 1107 ; Foley vs Muir, 1106 ; Giroux vs Euo, 1107 ; Gobeil vs Morris, 1108 ; Latty vs Statton, 1108 ; Macrae vs Waldron, 1108 ; Menard vs Surprenant, 1107 ; Michaud vs Ellis, 1107 ; Raymond vs Déry, 1108 ; Robert vs Robillard, 1108 ; Say vs Dandurand, 1109 ; Scott vs Walker, 1108 ; Vermette vs Spénard, 1107 ; Viau vs Labelle, 1107.

SEPARATION AS TO BED AND BOARD :—Dme Paré vs Grenon, 1109.

VENTE DE LIMITES A BOIS, 1100.

VENTE PAR LES SHERIFFS :

- ARTHABASKA :—Larivière, failli, 1117.
 GASPÉ :—Hudon *et al* vs Le Marquand, 1117.
 JOLIETTE :—Gravel *et al* vs Dme Cartier *et vir*, 1118.
 KAMOURASKA :—Thibault vs Bérubé, 1118.
 MONTRÉAL :—Archibald *et al* vs Drouin, 1120 ; Dansereau vs Pigeon, 1119 ; Meyers vs Ritson, *et al*, 1119.
 QUÉBEC :—Dme Turgeon vs Tessier *ès-qualité*, 1121.
 RIMOUSKI :—Desbiens vs Richard, 1121 ; Vignola vs Levesque, 1122.
 SAINT-FRANÇOIS :—Odell, failli, 1122.
 SAINT-HYACINTHE :—Pagneulo vs Menard, 1122.
 TERREBONNE :—Grady, failli, 1123.
 TROIS-RIVIÈRES :—Deguise vs Thibodeau, 1124.

SALE OF TIMBER LIMITS, 1100.

SHERIFF'S SALES :

- ARTHABASKA :—Larivière, Insolvent, 1117.
 GASPE :—Hudon *et al* vs Le Marquand, 1117.
 JOLIETTE :—Gravel *et al* vs Dme Cartier *et vir*, 1118.
 KAMOURASKA :—Thibault vs Bérubé, 1118.
 MONTREAL :—Archibald *et al* vs Drouin, 1120 ; Dansereau vs Pigeon, 1119 ; Meyers vs Ritson *et al*, 1119.
 QUEBEC :—Dme Turgoon vs Tessier *ès-qualité*, 1121.
 RIMOUSKI :—Desbiens vs Richard, 1121 ; Vignola vs Levesque, 1122.
 SAINT FRANCIS :—Odell, insolvent, 1122.
 SAINT HYACINTH :—Pagnuelo vs Menard, 1122.
 TERREBONNE :—Grady, insolvent, 1123.
 THREE RIVERS :—Deguise vs Thibodeau, 1124.

PK